

**CE QUE PENSENT
LES ÉLUS FRANÇAIS
DE L'ALGÉRIE** P 5

Le Quotidien
D'ORAN
Edition nationale d'information

Le projet s'étalerait sur 5 ans
**250 STATIONS-SERVICE
TOTAL EN ALGÉRIE** P 5



**Jeudi premier jour
du Ramadhan
L'Algérie comme
la Tunisie,
l'Arabie
Saoudite...** P 2



**Le visa
biométrique
fait son entrée
à l'ambassade
britannique
à Alger** P 5

**A partir d'octobre
La liste des
médicaments
remboursables
élargie** P 3

Jeudi, premier jour du Ramadhan L'Algérie comme la Tunisie, l'Arabie Saoudite...



Ph. B. H. Karim

Djamel B.

À quelques exceptions près, le monde musulman entamera jeudi le jeûne du Ramadhan, mois de recueillement, de fête et de générosité. En Algérie, la commission nationale d'observation du croissant lunaire s'est réunie hier au siège du ministère à l'occasion de la nuit du doute. Et sur la base des rapports émanant de divers points d'observation du territoire national faisant état de la non-visibilité du croissant lunaire, elle a décidé que le premier jour du mois de Ramadhan sera le jeudi 13 septembre. Une décision qui conforte les calculs scientifiques qui avaient déjà avancé que le premier jour du mois ne pouvait être le mercredi 12 septembre. Le croissant lunaire ne pouvant être visible la veille. Et par conséquent, le premier jour du Ramadhan sera le jeudi 13 septembre.

L'Arabie Saoudite et la Tunisie - qui, en plus des calculs astronomiques, a adopté en 1988 le principe de la Royaâ, observation de la nouvelle lune au télescope pour fixer le début du Ramadhan -, ont annoncé hier que le mois sacré débute jeudi.

La communauté musulmane de France observera elle aussi jeudi le 1er jour du mois du Ramadhan. Dans un communiqué, le Conseil français du culte musulman, réuni hier mardi, nuit du doute, à la Grande Mosquée de Paris, a déclaré que «le premier jour du mois de Ramadhan pour l'an 1428 de l'Hégire sera jeudi 13 septembre 2007». La réunion du CFCM a été présidée par le Dr Dalil Boubakeur, également Recteur de la Grande Mosquée de Paris. Le premier jour du mois sacré de Ramadhan est traditionnellement déterminé par l'observation à l'oeil nu de la nouvelle lune, une méthode qui explique les divergences chaque année entre les pays musulmans. Dans chaque pays, théologiens, savants et dignitaires religieux se réunissent tous les ans lors de la «nuit du doute», durant laquelle on guette l'apparition du premier quartier de la nouvelle lune pour fixer le début du Ramadhan. Certains pays combinent cette observation avec d'autres moyens, comme des calculs astronomiques, des télescopes, ou même, à l'instar de l'Iran l'an dernier, d'un avion. Mais l'observation rituelle du croissant de lune reste la référence. Le début du mois diffère ainsi selon les pays, la lune n'apparaissant pas à la même heure partout.

Mais les divergences peuvent aussi

avoir une portée politique, affirme l'analyste Diaa Rachwane, du Centre d'études stratégiques d'Al-Ahram, au Caire, cité par l'AFP. D'après lui, certains pays déplacent des querelles politiques sur le terrain religieux. C'est aussi parfois l'occasion, explique M. Rachwane, pour l'Iran d'affirmer son identité chiite face aux pays sunnites, ou pour des chiites de se démarquer de leurs compatriotes sunnites. Cette année en Irak, les sunnites devraient commencer à jeûner le 12 septembre, les chiites le lendemain...

En Libye, le jeune débute aujourd'hui. Les autorités libyennes ont fixé le début du Ramadhan en se fondant sur des calculs astronomiques, contrairement à la plupart des autres pays musulmans qui recourent en premier lieu à l'observation du premier croissant de lune pour fixer le début du mois sacré. La semaine dernière, des autorités religieuses égyptiennes, citées par l'agence française, avaient indiqué que le mois de jeûne commencera le 12 ou le 13 septembre au Moyen-Orient selon l'observation du croissant de lune. Les musulmans d'Egypte devraient commencer à jeûner le 13 septembre, d'après des calculs astronomiques, tandis qu'en Irak, ces mêmes autorités religieuses ont souligné que ce mois de jeûne sacré doit commencer le 12 pour les sunnites et le 13 pour les chiites.

En fin de semaine écoulée, Sayyed Mohammad Hussein Fadlallah, une autorité libanaise de l'islam chiite, suivie par des millions de fidèles dans le monde, avait annoncé que le mois de jeûne commencerait le 13 septembre. «Le Ramadhan débutera le 13 septembre «à travers le monde, y compris dans les pays situés en Extrême-Orient, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande», a déclaré Sayyed Fadlallah, dont l'influence dépasse les frontières du Liban. Les sunnites, dans leur majorité, attendent toujours pour leur part d'observer le croissant de lune à l'oeil nu, une pratique suivie également par certains chiites, avant de déterminer la date du début du Ramadhan.

Le mufti d'Egypte, Ali Gomaa, avait appelé les pays musulmans, il y a quelques années, à unifier leur position sur le début du jeûne. Et l'Organisation de la conférence islamique (OCI) avait déploré l'an dernier que la fête de l'Aïd al-Fitr, marquant la fin du Ramadhan, soit célébrée par les musulmans en ordre dispersé, ce qui révèle, selon elle, «la désunion des musulmans et la disparité de leurs positions».

Deux mémorandums signés entre les deux pays Les Maltais misent sur l'Algérie

B. Mokhtaria

Suppression de visas d'entrée à Malte pour les Algériens titulaires de passeports diplomatiques et de service officiel. C'est ce qui ressort de la visite officielle de deux jours effectuée, à partir de lundi, par le Président maltais à Alger, M. Edward Fenech-Adami, à l'invitation du président de la République Abdelaziz Bouteflika.

Un mémorandum a été signé dans ce sens par le ministre des Affaires étrangères, M. Mourad Medelci et son homologue maltais, M. Michael Frendo.

Les deux ministres ont également signé un deuxième mémorandum portant sur les consultations entre les ministères des Affaires étrangères des deux pays.

Après la signature de ces deux accords, M. Edward-Adami a été invité à un déjeuner offert en son honneur par le chef de l'Etat en présence des membres du gouvernement, de hauts responsables de l'Etat, ainsi que des représentants du corps diplomatique accrédité à Alger. Le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a affirmé, lors de ce déjeuner, que l'Algérie «après une décennie de tragédie nationale,

marquée par le déchaînement de la barbarie du terrorisme et malgré les odieuses atrocités survenues récemment, a retrouvé sa stabilité». Il a ajouté que «l'Algérie s'attelle à la mise en place d'un Etat de droit fondé sur la pratique démocratique, le pluralisme politique, l'organisation d'élections périodiques et régulières et le respect et la promotion des droits de l'Homme».

Relevant que l'Algérie offre des opportunités considérables d'investissements, le chef de l'Etat a fait savoir qu'«il revient naturellement aux investisseurs maltais de s'en saisir pleinement, (...) en nouant des relations d'affaires avec leurs partenaires algériens».

Ce rapprochement entre l'Algérie et Malte représente un pas important pour l'édification d'un partenariat entre les deux pays et le renforcement des relations de coopération économique bilatérale. Le Président de Malte l'a, d'ailleurs, confirmé lundi, lors du forum économique algéro-maltais, tenu à la résidence «El-Mithak», en présence de membres du gouvernement, dont le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, M. Hamid Temmar et de nombreux dirigeants d'entreprises, publiques et privées, des deux pays en déclarant que:

«nous arrivons à un moment opportun pour développer nos relations bilatérales. Il est temps de construire un partenariat complémentaire». Il a, en outre, souligné que: «ce forum offre une occasion exceptionnelle pour le développement de nos relations économiques». Le Président Fenech-Adami a insisté sur la «complémentarité» des économies algérienne et maltaise, indiquant que, «de même que Malte est la porte de l'Europe, l'Algérie est la porte de l'Afrique». Les domaines dans lesquels «l'expérience maltaise peut être utile à l'Algérie» sont nombreux, selon le président maltais, citant entre autres, le tourisme, la gestion hôtelière, le secteur bancaire, l'activité maritime et la gestion portuaire, la gestion douanière, le commerce international, l'électronique, l'industrie pharmaceutique, les télécommunications, le bâtiment et le dessalement d'eau de mer. Les hommes d'affaires maltais «sont ici à Alger pour avoir des informations de première main sur le climat des affaires en Algérie», a tenu à préciser le président maltais. «Malte considère l'Algérie comme un pays doté d'une grande richesse et d'un important potentiel économique», a encore affirmé M. Fenech-Adami.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Double appréhension

Les Algériens accueillent le mois de Ramadan dans l'appréhension de renouer avec la violence aveugle ayant entaché durant la décennie noire cette période de piété si chère à leur coeurs. Leur crainte n'est pas irraisonnée et sans fondement au regard de l'enchaînement des tragiques événements qui secouent le pays depuis le 11 Avril. Il est manifeste qu'une campagne de terreur a été engagée au moyen d'attentats-suicides et cela donne évidemment à croire qu'elle pourrait bien être intensifiée durant ce mois sacré que les «fous de Dieu» ont par le passé choisi pour signer leurs pires exactions contre leurs concitoyens.

Il faut espérer que la vigilance de tous et des autorités sécuritaires, en premier lieu, sera à la mesure de la menace qui plane. Le danger est d'autant à prendre au sérieux que le nouveau mode opératoire pour semer la mort permet hélas de déjouer les mesures de prévention sécuritaire les mieux élaborées.

C'est l'évidence que les autorités ont un défi à relever au sens qu'elles doivent démontrer qu'elles contrôlent effectivement la situation sécuritaire, comme le prétendent leurs plus importants responsables dans ce domaine. Les attentats-suicides qui ont ponctué ces derniers mois ont, il ne faut pas le cacher, sérieusement ébranlé la confiance revenue des citoyens quant à la maîtrise par l'Etat de la situation sécuritaire.

A l'appréhension sécuritaire qui tarade l'es-

prit du citoyen en cette entame du mois de Ramadan, se greffe celle que la cherté de la vie a fait naître.

Des hausses brutales des prix de certains produits de large consommation rampantes pour d'autres, font que les ménages peinent à faire face au minimum vital. Pour cette raison, il est impératif que l'Etat qui n'a pas su jouer son rôle de régulateur et encore moins soutenir le pouvoir d'achat des citoyens, déploie en ce mois de Ramadan des actions de solidarité plus larges que les années précédentes. C'est en ce mois que l'on a concrètement conscience de la paupérisation dans laquelle ont été enfoncées les plus larges couches de la société. Une réalité que les pouvoirs publics tentent d'occulter en la couvrant d'un fardage de chiffres et de taux dont ils sont les seuls à croire en leurs vertus. Leurs responsables qui soutiennent contre l'évidence que tout s'arrange et va aller bien dans le meilleur des mondes, seraient bien inspirés d'aller tâter le terrain social en cette période. Ils verraient que contrairement à ce qu'ils affirment le chaudron social est bel et bien en voie d'atteindre son degré d'ébullition.

Souhaitons malgré tout à tous un mois de Ramadan, le plus paisible possible durant lequel l'expression de la solidarité nationale se manifesterait à la dimension de cette générosité que manifeste spontanément notre peuple à chaque fois que la situation l'exige.

Bouteflika, à propos du Sahara Occidental Les responsabilités de l'ONU sont claires

Le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika a souligné, mardi à Alger, que le problème du Sahara Occidental reste encore sans solution alors que les responsabilités des Nations unies, sur cette question, sont clairement délimitées. «Dans notre voisinage immédiat, le problème du Sahara Occidental reste encore sans solution, alors que les responsabilités

de l'ONU y sont clairement délimitées et que nul ne conteste le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, réaffirmé dans toutes les résolutions du Conseil de Sécurité concernant ce problème», a souligné le chef de l'Etat, lors d'un déjeuner offert en l'honneur de son homologue maltais, M. Edward Fenech-Adami.

Le Président Bouteflika, qui a

rappelé les dernières négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario, a précisé que «nous espérons qu'il s'agit là d'une nouvelle chance donnée au retour définitif à la légalité internationale et à l'exercice, par le peuple sahraoui, de son droit légitime et inaliénable à l'autodétermination, conformément à la doctrine de l'ONU et à ses résolutions pertinentes».

Tirage du N°3874 169.707 exemp.	Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 148.156.200,00 DA	Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU	Direction - Administration Rédaction centrale 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.32.63.09 32.72.78 / 32.91.34 32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68	Fax Pub: 041.32.69.06 Fax et Rédaction 041.32.51.36 / 32.69.06 Imp. : Oran : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger : SIMPRAL Constantine : S.I.E.	INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail : infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr Rédaction Algéroise Tél. : 021. 74.96.39 - Fax : 021. 74.71.57 Rédaction Constantinoise Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80 Diffusion : Ouest: SEDOR Tél. : 041.41.94.31/41.65.31 Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE
------------------------------------	---	---	--	--	---

Sonelgaz

Un nouvel appel d'offres pour les centrales de Terga et Koudiet Edraouch

Hamid Guemache

Sonelgaz a décidé de relancer l'appel d'offres pour la réalisation des centrales électriques de Terga (Aïn Témouchent) et Koudiet Edraouch (Tarf). Selon un porte-parole d'Alstom cité par l'Afp, la société nationale a finalement renoncé à attribuer ces deux projets au groupe franco-égyptien Alstom-Orascom. Ce dernier était seul en lice, après le retrait du groupement constitué par General Electric et l'espagnol Cobra. La société ibérique se serait retirée du projet après la résiliation par Sonelgaz d'un contrat de fournitures de postes électriques. GE a demandé une prorogation du délai de remise de l'offre financière. Mais Sonelgaz a refusé. Le montant du contrat pour la construction de ces centrales à Koudiet Edraouch et à Terga s'élève au total à 4 milliards de dollars (2,9 milliards d'euros). Leur mise en service est prévue pour fin 2011.

La Sonelgaz a relancé l'appel d'offres avec deux conditions : remise des offres commerciales seulement pour le 20 novembre et plafonnement des offres financières à 1,1 milliard d'euros. Les délais de livraison ne devraient pas dépasser fin 2011. Reste à savoir si les constructeurs de matériels de production électrique répondront dans des délais aussi courts à cet appel d'offres. A priori, seuls Alstom et GE qui ont présenté des offres techniques pour les deux centrales pourraient de nouveau concourir pour ce projet. L'allemand Siemens, l'autre géant des équipements de production électrique, aura sans doute la tâche plus difficile pour présenter sa candidature dans un délai de 70 jours. L'élaboration des offres techniques prend en effet plusieurs mois. A moins d'une autre surprise, Sonelgaz se retrouve-

ra le 20 novembre, avec les offres d'Alstom et de GE. Toutefois, on ne sait pas encore si le groupement franco-égyptien va soumissionner. Alstom-Orascom pourrait s'estimer lésé dans cette affaire après que Sonelgaz a rendu public son offre financière. Sonelgaz aurait en effet dû prendre la décision d'annuler l'appel d'offres le jour du retrait de GE. Du coup, Alstom-Orascom risque de ne pas concourir. Dans ce cas, Sonelgaz risque de se retrouver encore une fois avec une seule offre, celle de GE, et ce, dans le cas où le groupe américain décide de revenir dans la course. On ne connaît pas encore les intentions de GE. Dans le cas d'une participation unique du groupe américain, Sonelgaz se retrouvera dans une autre situation embarrassante. Mais la société nationale a pris la précaution de plafonner les offres à un peu plus de 1,1 milliard d'euros. Elle a également fixé les délais. Si la prochaine offre entre dans son budget, la Sonelgaz n'aura aucune contrainte pour l'accepter. On ne connaît pas les raisons qui ont poussé Sonelgaz à annuler le premier appel d'offres. Hier, nos tentatives de joindre la société nationale n'ont pas abouti. On ne sait pas aussi pourquoi Sonelgaz décide de changer les règles du jeu une année après le lancement du premier appel d'offres. La société nationale aurait dû plafonner les prix et les délais dès le départ pour éviter de se retrouver dans la situation d'aujourd'hui.

L'annulation du premier appel d'offres signifie des retards dans la livraison des deux centrales électriques géantes de Terga et Koudiet Edraouch. La production d'électricité de ces installations est attendue pour 2011 pour faire face à l'augmentation de la consommation nationale d'électricité.

Tizi Ouzou

Reddition d'un terroriste, l'ANP en ratissage

Naït Ali H.

Les forces de sécurité viennent d'enregistrer une troisième reddition d'un terroriste en l'espace de moins d'un mois à Tizi Ouzou. En effet, avant-hier, vers 16 heures, un terroriste répondant aux initiales B.B., âgé de 26 ans et natif de Boumerdès, comme l'un des deux autres repentis s'est rendu aux éléments de la garde communale du détachement de Redjaouana, 6 km au nord de la ville de Tizi Ouzou, et il a remis son arme de type Kalachnikov. Selon des sources sécuritaires, cet individu qui activait dans les maquis terroristes depuis 1997 s'était déjà rendu une première

fois par le passé, avant de rejoindre une nouvelle fois le GSPC pour une petite durée. Immédiatement après cette reddition, l'ANP, agissant vraisemblablement sur la base des informations fournies par ce repent, a lancé une opération de ratissage visant les monts situés sur les hauteurs de la ville de Tizi Ouzou. Ainsi, depuis avant-hier vers 18 heures, l'ANP passe au peigne fin toute la zone suspectée d'abriter un repli terroriste. La RN 72 reliant le chef-lieu de la wilaya à la ville de Tigzirt au nord a été fermée à la circulation sur une dizaine de km, depuis lundi en fin de journée jusqu'à hier dans la journée, pour empêcher toute fuite des terroristes.

Alger

Deux suspects arrêtés à Reghaïa

Deux jours après le sanglant attentat de Dellys, les membres des forces de sécurité ont procédé à l'arrestation de deux suspects, membres présumés d'un réseau de soutien aux groupes terroristes de la région.

Lors de cette opération, les éléments d'une brigade des forces spéciales, opérant dans la localité de Reghaïa (wilaya d'Alger), ont appréhendé avant-hier deux personnes à bord d'une voiture de marque Daewoo en plein centre-ville vers 8h30. Plusieurs véhicules banalisés des forces de sé-

curité ont intercepté les suspects. Par la suite, le véhicule des suspects a été conduit sous bonne escorte vers Boumerdès, où ces derniers sont auditionnés. Même si aucune information n'a filtré, les deux suspects sont considérés comme deux membres d'un réseau de soutien au terrorisme.

Par ailleurs, une importante opération de ratissage a été déclenchée hier au niveau de plusieurs localités de la wilaya de Boumerdès, notamment à Keddara, Boudouaou, Thénia et Khemis El-Khechna. **K. R.**

A partir d'octobre

La liste des médicaments remboursables élargie

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Tayeb Louh, a inauguré hier le laboratoire de métrologie des ambiances de travail relevant de l'Institut national de la prévention des risques professionnels (INPRP) de Chéraga (Alger). Le laboratoire constituera un moyen à même d'aider notamment les employeurs à réduire les risques professionnels, établir les règles sur les lieux de travail et réduire les nuisances qui en découlent, a souligné Louh.

Cet organe permettra à l'INPRP de signer des conventions avec les entreprises et de déterminer des règles d'évaluation à même de prévenir des maladies professionnelles et des accidents de travail, a-t-il précisé.

Le ministre a, par ailleurs, rappelé les mesures prises par son département, depuis 4 ans, en matière de prévention des risques

professionnels, notamment la promulgation, en 2004, de 7 décrets sur la prévention des risques professionnels sur les lieux de travail.

Ce laboratoire a pour mission d'effectuer les mesures concernant les facteurs liés au bruit, à l'éclairage, à la poussière et aux ambiances thermiques, de contribuer à l'élaboration des règlements techniques inhérents à ces facteurs de risques et d'émettre des avis et recommandations de nature à réduire ou éliminer les facteurs à risques liés aux ambiances physiques de travail. 52% des problèmes résultant d'affections auditives sont dus aux conditions de travail, a, pour sa part, affirmé la directrice de l'INPRP, Mme Farida Ilès qui a précisé que le laboratoire de métrologie se chargera de préserver les travailleurs de ces risques.

Le centre d'allocations familiales, relevant de la wilaya d'Alger, a constitué la deuxième et dernière

étape de la visite du ministre qui s'est enquis des différents services de cette structure qui a été réhabilitée et modernisée.

Par ailleurs, M. Louh a affirmé, en marge de sa visite, que la nomenclature des médicaments remboursables obéissant au prix référentiel sera élargie, le mois prochain, en vue d'assurer les médicaments à tous les citoyens et maîtriser les dépenses de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS). M. Louh a également indiqué qu'une série de mesures ont été prises par le ministère, notamment le système de contractualisation, l'introduction de la carte magnétique, l'encouragement des médicaments génériques et la rationalisation des dépenses de l'Etat. Louh a précisé que son administration s'attèle à moderniser le secteur de la sécurité sociale en vue d'assurer sa pérennité et d'améliorer ses prestations.

Azzaba

5 ans de prison pour un faux commandant

A. B.

Un individu prétendant être commandant de l'ANP a été présenté devant le tribunal de Azzaba dans la journée de mardi pour avoir escroqué 25 victimes. L'accusé qui sévissait au niveau de

Azzaba, Skikda et Roknia dans la wilaya de Guelma était originaire de Chelghoum Laid. Il promettait à ses victimes le règlement de leurs problèmes, les unes pour le logement, à d'autres du travail... avec une prédilection pour la gent féminine. Les gendarmes de Az-

zaba ne tardèrent pas à le confondre et à le présenter à la justice pour répondre de ses actes. Reconnu coupable, le tribunal l'a condamné à 5 ans de prison ferme assortis de 20 millions d'amende et au remboursement de ses victimes.

Route bloquée à Azzaba

Des citoyens de la localité de Ras El-Ma ont fermé à la circulation la route RN 3AB reliant Azzaba à Constantine. Cela s'est passé la journée d'hier mardi. Les frondeurs exigeaient la réalisation de dos d'âne à la suite d'un accident de la circulation dans lequel un camion a renversé une vieille dame qui

s'en est tirée avec des blessures. La circulation a été rétablie au bout d'une vingtaine de minutes à l'arrivée des éléments de brigade de gendarmerie de Azzaba, les manifestants ayant préféré quitter les lieux sans attendre.

A. B.



El-Houari Dilmi

Les maires smicards et les «algéro-sceptiques»

Presque dix lustres plus tard, l'Algérie d'en haut retourne sur la terre ferme pour se rendre compte que ses maires sont payés au SMIC et les communes reléguées au rang peu va-leureux de «boîte de Pandore». Les «cerveaux gris» qui planchent actuellement à triturer les futurs codes communal et de wilaya se sont subitement exorbités les yeux pour faire une géniale découverte: savoir enfin que si l'Algérie d'en bas marche la tête... en bas, c'est parce que ses maires sont payés à quinze mille dinars/mois et leurs indemnités égales au nombre de calories qu'ils crament tous les jours que Dieu fait.

Info tout ce qu'il y a de plus sérieux a de quoi faire pouffer de rire un macchabée lorsque l'on sait que la source intarissable de tous les maux du pays vient justement de sous les toits craquelés des communes, de tout temps considérées comme un véritable «nid à problèmes». Tout comme la cellule familiale qui est par nature l'écrin originel à la construction de toute société digne de ce monde mutant, la commune est la première cellule de l'Etat sauf que cette même cellule, victime d'une multiplication anarchique, s'est compliquée en un carcinome malin puis mortel. Réduits à une simple «fonction» de dernier de la classe du «peuple» des élus, les maires portent tout le monde sur le dos pour être à genoux devant tous, à commencer par la liberté d'aller aux waters sans courir le risque de trouver son frère siamois vissé à sa place. Le P/APC, cet homme réduit à ce rôle bâtard d'un point de suspension entre le wali jouant le rôle de lettrine au début de chaque paragraphe et le chef de la

daïra blotti dans le voile transparent de trois points de suspension, se trouve obligé, selon la très sérieuse mouture du code communal, à fixer par lui-même son traitement, à se réapproprier son statut spolié et ses pouvoirs confisqués.

En plus clair, cela veut dire que les maires ne sont plus ces pantins auxquels il suffit de déchirer les fils pour les voir disloqués par terre. Non, les P/APC ne seront plus exposés aux appétits féroces de leurs pairs au point de se couler dans un fauteuil en béton armé pour ne pas risquer de se déboulonner à la moindre chiquenaude. Il paraît que tout comme le pays a bien fini par changer de «religion» passant de la main sur le cœur à la main dans la poche, les mairies devenues entre-temps des assemblées (im)populaires ne seront plus ces «no man's land» où viennent se fracasser toutes les volontés, se ramasser par louchées entières toutes les oseilles, couvrir toutes les colères, s'ourdir toutes les conspirations, exploser tous les trop-pleins de hoga et de mépris total envers le pauvre citoyen, électeur «algéro-sceptique» à ses heures gâchées.

Mais pour nous conter une énième fleurette, l'autre invention à l'envers des concepteurs de la mouture en gestation de la loi taillée à la mesure des futurs maires (ces derniers ne pouvant sensément jouer le rôle des mères) est celle d'élever d'un cran les walis, d'un demi-cran les ex-sous-préfets et d'une pointe d'aiguille... le talon d'Achille des édiles que d'aucuns gagneraient à réduire en un zéro de gauche lorsque l'une des impitoyables vérités est justement celle qui intronise le chiffre sur la faite du nombre, ce dernier étant par définition la première source «détournée» de la Loi.

Christian Harbulot, directeur de l'Ecole française de guerre économique, au

Le Quotidien
Edition nationale d'information

L'information est une richesse collective

Entretien de Hichem
Ben Yaïche

En France, en matière d'intelligence économique, Christian Harbulot fait autorité par son expertise et son travail de conceptualisation sur ce sujet.

Auteur de nombreux ouvrages de référence, il dirige l'Ecole de guerre économique et est directeur associé du cabinet Spin Partners. Sa vision, ses analyses et sa mise en perspective de toutes ces problématiques sont développées et mises en pratique au sein de cette institution à travers les différents enseignements qui sont dispensés. C'est de cette valeur ajoutée qu'il nous parle. Entretien.

Q.O.: En dehors des initiés, pour beaucoup l'intelligence économique est difficilement déchiffrable. Comment définit-on cette matière ou cette discipline ?

Christian Harbulot: L'intelligence économique est une démarche qui vise à préciser le rôle de l'information dans le développement des entreprises et dans la compétition à laquelle elles sont confrontées. Aussi étrange que cela puisse paraître, la plupart des entreprises ont encore une approche très fragmentaire et empirique de l'information. Elles l'utilisent majoritairement dans une optique d'innovation et de commercialisation de leurs produits. Or la culture française ne se prête guère à cette approche car elle cultive l'individualisme. Autrement dit, il est très difficile de la rendre efficiente car les blocages sont nombreux et variés. Ce qui n'est pas le cas dans d'autres pays où l'information est considérée comme une richesse collective à partager pour le bien de tous. Une PME qui optimise aujourd'hui son management de l'information est mieux armée pour faire face à ses concurrents et surtout saura mieux orienter sa conquête de marchés. Les Allemands sont plus compétitifs que les Français parce qu'ils ont su créer des réseaux décentralisés adaptés à leur stratégie industrielle et à l'approche des économies émergentes.

Q.O.: Comment l'articulation se fait entre les outils conceptuels et opérationnels sur le terrain de la réalité économique ?

C.H.: Tout dépend de la stratégie qui est définie par le chef d'entreprise et de la manière dont il va réussir à chasser en meute avec d'autres partenaires. L'intelligence économique doit être mise en application dans une recherche de résultats. Les priorités de l'entreprise déterminent l'usage des outils et les méthodes à appliquer. Encore faut-il que le chef d'entreprise soit sensibilisé à cette dimension du problème. Beaucoup d'entre eux méconnaissent les progrès accomplis par les technologies de l'information et concentrent leur attention sur les facilités que leur apporte l'informatique dans le domaine de la gestion ou de la comptabilité. Idem pour Internet. Cette méconnaissance de l'existant pénalise la mise en application de nouvelles méthodes de travail à partir de l'information pour prendre des parts de marché. Le déficit actuel du commerce extérieur de la France s'explique en partie par l'incapacité à redéployer le tissu économique vers d'autres zones d'échange. Cette paralysie



résulte du manque de connaissances des autres pays malgré l'effort entrepris par l'Etat dans le domaine, mais aussi dans la faculté d'adaptation aux besoins d'infrastructures matérielles ou immatérielles à détecter chez les autres. Les Chinois ont en Afrique une politique de puissance qui marque des points car ils agissent dans ce sens. Nous en sommes restés à une politique de marché qui ne répond plus aux attentes des pays africains.

Q.O.: 98% de l'information sont de « sources ouvertes », les 2% restants s'obtiennent par des méthodes d'espionnage ultrasophistiquées. Comment dans ce cas « sanctuariser », protéger et sécuriser le « patrimoine » d'une entreprise (ses secrets de fabrications, sa culture...) ?

C.H.: Pour sanctuariser efficacement, il faut qu'il existe un esprit patriotique dans la population, ce qui est loin d'être le cas. Les débats idéologiques du XXe siècle ont causé des dégâts très importants en France. A droite comme à gauche, on est incapable d'avoir les idées claires sur une stratégie de puissance dans le domaine géoéconomique. Dans le meilleur des cas, on essaie de reprendre quelques bonnes idées développées à l'étranger comme le Small Business Act ou le principe de réciprocité. Il est étonnant de constater l'apathie des médias sur ces enjeux. Le seul progrès enregistré ces derniers mois porte sur l'exigence de mesures à prendre. Mais les médias attendent du social ou de la relance de la consommation et ont quasiment un encéphalogramme plat sur les questions de stratégie d'accroissement de puissance. Il ne faut pas s'étonner de nos faiblesses endémiques en matière de sécurité économique. Les groupes du CAC 40

savent que l'informatique est le premier maillon faible de leur « sanctuaire » et aussi une source importante de perte de secrets de toute nature (scientifiques, technologiques, financiers, juridiques). Combien d'années faudra-t-il pour sortir de ce piège ? Tant que des puissances étrangères et par conséquent leurs grandes entités économiques pourront lire à livre ouvert dans notre économie, nous aurons bien du mal à progresser pour conquérir des marchés dans les zones que nous connaissons mal et même à protéger notre patrimoine industriel ou plutôt ce qu'il en reste.

Q.O.: En quoi l'intelligence économique est-elle un outil stratégique au service du chef de l'entreprise ?

C.H.: Tout simplement parce qu'il faut se battre aujourd'hui pour continuer à exister économiquement. Avoir une réflexion sur la croissance, c'est bien. En avoir une sur les affrontements géoéconomiques, c'est encore mieux. Nos élites sont trop engluées dans les scories idéologiques du XXe siècle pour comprendre cette évidence. Le jour où l'UMP et le PS sauront muter comme le parti communiste chinois l'a fait par rapport au monde capitaliste, on pourra parler plus sérieusement de ces questions.

Q.O.: Pourriez-vous nous donner des cas concrets d'opération de pillage en termes d'information stratégique par le jeu de la guerre économique que se mènent les entreprises ?

C.H.: Il suffit de consulter des sites comme infoguerre.com ou knowckers.org pour suivre certaines des péripéties de cette guerre économique. L'actualité est riche en événements. L'affaire la plus récente révélée par le magazine allemand der Spiegel est de nature à nous faire

réfléchir. Plusieurs ministères allemands auraient été piratés par la Chine dans une finalité économique. Les services de sécurité allemands sont d'ailleurs très explicites à ce sujet dans les conférences publiques qu'ils donnent aux entreprises. Ils dénoncent régulièrement les méfaits des Chinois avec preuves à l'appui, y compris dans le domaine de la contrefaçon. La France est beaucoup plus pudique sur ce sujet sensible. Quotidiennement des entreprises se font piller par des concurrents ou des structures étrangères de différentes nationalités. Ces victimes de l'espionnage industriel ne font pas état publiquement de ces actes délictueux pour ne pas nuire à leur image. A titre indicatif, le coût de l'espionnage industriel en France a été estimé à 1,2 milliard d'euros en 2004.

Q.O.: Les entreprises des pays émergents ont-elles les moyens de se protéger et d'utiliser pour elle-mêmes les outils de l'intelligence économique ?

C.H.: De plus en plus de pays émergents prennent conscience du danger. Ils bénéficient parfois d'un contexte favorable pour réagir. Je fais allusion aux pays qui manifestent un véritable esprit patriotique. Il suffit d'étudier un pays comme le Vietnam qui cherche à canaliser son développement sans redevenir une colonie. Ce pays a une attitude lucide sur les investisseurs étrangers et il adapte sa législation avec une certaine ruse pour rester maître chez lui. Un tel comportement est le fruit d'une longue réflexion et d'observation des modèles extérieurs. C'est sans surprise que j'ai appris en 1991 que le parti communiste vietnamien avait fait traduire en plusieurs milliers d'exemplaires l'étude Techniques offensives et guerre économique que j'avais rédigée pour le ministère français de la Recherche.

Q.O.: Vous avez séjourné dans des pays du Maghreb - Tunisie, Algérie et Maroc -, qu'avez-vous observé ? Quels sont les points faibles des entreprises, voire des économies de ces pays ? En quoi l'intelligence économique constitue-t-elle un bouclier contre les prédateurs ?

C.H.: Je crois que le Maroc est celui des trois pays qui a le plus de potentiel. C'est à la fois le fruit de son histoire et de la réactivité de sa classe moyenne. Là-bas comme ici, le démarrage de l'intelligence économique a été parasité par l'effet mode suscité par la jeunesse du concept. En revanche, des expériences de management de l'information fondées sur de véritables objectifs sont mis en oeuvre comme à la Banque marocaine de Commerce extérieur. Du côté du pouvoir exécutif, on constate un soutien à la création d'infrastructures vitales dans les secteurs les plus dynamiques. Cette politique crée les conditions objectives pour essayer des expériences d'intelligence économique en appui à l'essor de ces nouveaux centres de profit. La Tunisie s'intéresse surtout pour l'instant aux technologies de l'information et aux outils. Quant à l'Algérie, elle a du potentiel mais il lui reste à prendre les bonnes dispositions pour l'exploiter à dessein.

Q.O.: En Irak, on a vu que les entreprises US marchent dans les pas des militaires. De ce point de vue, les Anglo-Saxons ont une véritable avance en matière de « culture » de l'intelligence économique. Comment l'expliquez-vous ? Comment opèrent-ils ?

C.H.: Les Américains ont bâti depuis trente ans un système très performant de reconstruction des pays en sortie de crise. L'articulation entre l'action de leurs forces militaires et de leurs firmes est devenue presque naturelle dans la mesure où les desseins des uns et des autres sont complémentaires. Les uns combattent, les autres construisent. L'intérêt des Etats-Unis en sort en principe renforcé. L'Irak étant l'exception qui confirme la règle étant donné le désastre de la situation politico-militaire sur le terrain. La France ne fonctionne pas ainsi. Il y a d'un côté les militaires, et de l'autre les membres de la société civile. Et ces deux mondes ont bien du mal à se parler et surtout à envisager des intérêts communs. Nous nous heurtons une fois de plus au formatage idéologique des esprits. Théoriquement, une connivence devrait unir ces deux mondes : l'intérêt de la France et ce qui en découle sur le plan économique. Pratiquement chacun joue souvent pour lui-même ou n'arrive pas à finaliser ses projets à cause de l'éternel grain de sable qui prend souvent la forme d'un haut fonctionnaire ancré à l'idée d'un Etat neutre sans vision des affrontements entre puissances. C'est ce grain de sable-là qui peu à peu fait régresser ce pays et lui ôte tout esprit d'aventure et de combat pour le bien commun.

Investissements, décentralisation, visas...

Ce que pensent les élus français de l'Algérie

«Les élus algériens ont une marge de manoeuvre très mince, ils dépendent du pouvoir central».
«Les investisseurs français rencontrent de grands problèmes de bureaucratie en Algérie». **«Renault a trouvé un énorme terrain pour construire son usine au Maroc qu'il n'aurait jamais pu avoir en Algérie».**

Ghania Oukazi

Aussi désolant qu'il est, ce constat a été fait, hier, par des élus français à la résidence de l'ambassadeur de France à Alger. Il s'agit de Charles Joslin, le président de «Cités unies France» (CUF), issue de l'organisation mondiale «Cités et gouvernements locaux unis» (CGLU) dont le siège est à Barcelone. L'ex-ministre de la coopération et aussi de la francophonie et actuellement sénateur, élu des Côtes d'Armor dans la Bretagne, était accompagné du directeur général de CUF, Bertrand Gallet et de Georges Morin, président de la section française de CGLU et maire-adjoint à la culture et au patrimoine dans la commune de Gieres, dans l'Isère. Les représentants de CUF sont venus en Algérie pour parler de «coopération décentralisée, un secteur à part entière de la coopération bilatérale», précise un fonctionnaire de l'ambassade de France, à Alger. Une coopération qui a déjà à son actif des projets concrets à l'exemple de la restauration de la basilique «Notre Dame d'Afrique» financée par trois communes de Marseille et une partie par l'Etat français, la réhabilitation du «Jardin d'Essais» que se partagent les communes d'Alger et de Marseille, la rénovation de la Casbah et autre projet relatif à la gestion des déchets soutenu par les Bouches-du-Rhône. CUF comptabilise aussi quelques jumelages entre des villes algériennes et d'autres françaises comme c'est le cas de Skikda-Belfort, Saint Etienne — Annaba ou Alger-Marseille mais, dit le fonctionnaire de l'ambassade, «qui sont tombés en désuétude à cause de la détérioration de la situation sécuritaire dans les années 90».

«LES ÉLUS ALGÉRIENS SONT LIÉS AU POUVOIR PAR UNE TRÈS FORTE CENTRALISATION»

Charles Joslin explique que CUF est une association d'élus de 500 adhérents regroupant toutes les grandes villes françaises et la plupart des régions et départements. «Elle a 30 ans d'âge, et a en charge l'action internationale des collectivités et la coopération décentralisée», dit-il. Il affirme qu'elle parraine «beaucoup d'actions avec la Méditerranée, le Maroc, la Tunisie, la Palestine, le Liban et évidemment l'Algérie». Joslin retrace les relations algéro-françaises qui, selon lui, «ont été consolidées par la visite de Chirac à Alger en 2004, celle de Sarkozy, en juillet dernier, et une autre d'Etat à la fin de l'année». Sans compter, rappelle-t-il «le traité d'amitié qui a capoté pour des raisons que l'on sait et d'autres qu'on ne sait pas». Il touche aussi du doigt, «les allègements introduits par la France dans les procédures

d'octroi des visas pour les Algériens». Joslin retiendra, non sans étonnement, que la baisse du nombre de visas français accordés est certainement dû au rejet des demandes mais aussi au non-remboursement (même en cas de refus) du chèque de banque de 6.000 dinars (60 euros) que les services consulaires exigent. «Ils considèrent que ce sont les frais d'examen du dossier», relève le fonctionnaire de l'ambassade. Il estime, cependant, que «la relation France-Algérie est en voie d'amélioration, la coopération de ville à ville oblige à apurer le contexte politique en général». Il pense qu'il est possible d'organiser «probablement en 2009, une rencontre entre les élus des deux pays». Mais en attendant, il interroge: «des élus algériens ont-ils une marge de manoeuvre importante, qu'est-ce que la décentralisation?»

C'est Georges Morin, ce natif de Constantine qui lui répond: «la véritable coopération avec les élus algériens a démarré en 2002 mais nous avons des fenêtres de tirs assez étroites en raison d'une fin ou d'un début de mandat qui ne coïncide pas avec les nôtres». Comme «deuxième difficulté, un certain déséquilibre, la France a un siècle de démocratie locale alors qu'en Algérie, les élus sont liés au pouvoir par une très forte centralisation, notamment, avec les walis, c'est un peu étouffant». Il semble que cette appréciation des choses, il l'a déduite de ses discussions avec des élus algériens qu'il avait rencontrés tout autant que ses collègues, à son arrivée. Il affirme, en outre, que «les élus algériens n'ont pas de formation». Que l'avantage de la France «est d'avoir une administration au service des élus mais en Algérie, le vrai problème, c'est l'administration locale». Ceci étant dit, les Français estiment que «c'est une coopération qui marche malgré tous les obstacles parce qu'il y a une volonté politique». A l'ambassade de France, on tient à noter que les flux d'investissements français en Algérie ont atteint 300 millions de dollars en 2006, «c'est peu mais c'est en progression de 113%». Des flux qui se traduisent par des actions dans l'agro-alimentaire, la pharmacie et autres pièces détachées. C'est-à-dire en vente mais jamais en construction ou en production, avions-nous relevé. «Tous les obstacles qui bloquent l'investissement en Algérie découragent les Français», dit le représentant de l'ambassade. Il lance en vrac «des grandes difficultés d'accès au foncier industriel - Renault a trouvé un énorme terrain pour construire son usine au Maroc qu'il n'aurait jamais pu avoir en Algérie-, les difficultés bancaires, la grande bureaucratie...» Aux yeux des Français, comme le soutient Joslin, «le Maroc apparaît comme un pays libéral -même si ce n'est pas le cas en matière de

droits de l'Homme et de démocratie- au lieu d'un Etat qui reste marqué par ses origines».

Bertrand Gallet tient à préciser que «le déficit en investissements français n'est pas à mettre sur le compte de l'Etat français mais sur celui d'un état d'esprit en Algérie». Pour lui, «quand on parle planification on imagine déjà les lourdeurs bureaucratiques même si la planification n'existe pas officiellement mais la pratique reste encore celle-là».

LA DEMANDE «SPÉCIFIQUE» DES ÉLUS FRANÇAIS

Joslin revient sur l'élection de Sarkozy qui s'est faite «par siphonnage du FN, ce qui voudrait dire que la maîtrise des flux migratoires pourra se traduire par une fermeture accrue de nos frontières parce que ça répond à une partie de la population française». Un enfermement qui, dit-il, «ne manquera pas de porter atteinte à la relation franco-algérienne». Et l'Union méditerranéenne? «Plutôt du bien du point de vue de l'intention mais en pratique, c'est compliqué», dit-il. Il estime cependant que l'idée de Sarkozy répond à des démarches d'adhésion à l'Europe comme celle du Maroc». Joslin reconnaît, quand même, qu'ajoutée aux accords d'association, au processus de Barcelone, au 5 + 5, à la politique de voisinage... «ça fait un peu trop quand chacun veut sa solution». Pour Gallet «Barcelone, plus personne ne le porte politiquement». Il affirme que le retour au bilatéral est nécessaire parce que dans le multilatéral «on ne parlait que d'émigration et de terrorisme». Et dit-il «c'est l'approche la plus réductible qu'on peut se faire de la Méditerranée».

Les élus français ont exprimé «une demande spécifique aux autorités algériennes, que les élus algériens rejoignent les élus du monde en s'intégrant dans CGLU». L'on note que l'Algérie y siégeait jusqu'en 1984 «lorsque ses élus ont quitté la salle après un différend avec les Marocains sur le Sahara Occidental». Ils ont aussi demandé au ministre délégué aux Collectivités locales, Dahou Ould-Kablia, de permettre aux élus d'assister au colloque que compte organiser CGLU en Corée du Sud, à la fin du mois d'octobre. Ils sont persuadés qu'ainsi, «l'Algérie pourra bénéficier d'actions concrètes de coopération dans des domaines comme l'habitat, le développement durable, l'eau, la gestion des déchets, les transports urbains...»

Un protocole d'accord de coopération sera signé aujourd'hui entre Boumerdès et Belfort. Il sera aussi procédé à l'évaluation des projets en cours de réalisation dans le cadre de la coopération décentralisée.

Le projet s'étalerait sur 5 ans 250 stations-service Total en Algérie

Hamid Guemache

Total ambitionne de créer un réseau de stations-service en Algérie. Selon nos informations, le projet du groupe pétrolier français consiste à installer entre 200 et 250 stations-service sur cinq ans. Pour concrétiser son projet, Total a entamé il y a plusieurs mois des discussions avec le gouvernement sur la hausse de la marge accordée aux distributeurs de carburants, l'accès à la logistique et des garanties sur la concurrence entre les opérateurs. En cours, les discussions devraient aboutir dans les prochains mois.

Total réclame la hausse des marges accordées aux distributeurs pour pouvoir installer des stations aux normes internationales. Le groupe français attend également l'ouverture totale du marché de la distribution des carburants aux compagnies privées. Cette ouverture sera effective après la publication dans le Journal officiel des textes d'application de l'Agence de régulation des hydrocarbures (ARH). La publication de ces textes est attendue pour la fin de l'an-

La nouvelle «classe business» de British Airways

Salah-Eddine K.

La compagnie aérienne British Airways a fait savoir par le biais de son directeur commercial en Algérie, Mahdi Rézag-Bara, lors d'une petite réception organisée hier, que cette compagnie a mis en service son nouveau produit, la «classe business».

Au fait, il s'agit de l'amélioration de l'ancienne formule de la compagnie remontant à l'année 2000. Mais à la différence de l'ancienne classe business, «de nombreuses commodités sont apportées pour le bien-être et le confort du voyageur», est-il indiqué: siège inclinable à 180 degrés et sous des degrés divers en fonction de la taille des personnes, séparation latérale entre voyageurs, écran digital, espace plus important pour manger et dormir... Les voyageurs qui choisiront cette formule peuvent aussi regarder des films sur leurs écrans digitaux installés pour chaque voyageur.

100 millions de livres sterling représentent le prix qui a été déboursé par la compagnie depuis 2000 dans la recherche et le développement pour l'amélioration de l'image de marque de la compagnie, indiquera son directeur commercial. Le nouveau service à bord

née. L'issue des discussions entre Total et le gouvernement sur ce projet dépend en fait de l'avenir des prix administrés des hydrocarbures dans notre pays. Un feu vert pour le projet de Total va accélérer l'installation de grandes marques étrangères de distribution des carburants et de lubrifiants. Ce qui va profiter à la concurrence, mettre fin au monopole de Naftal et améliorer la qualité de service dans les stations-service où la qualité des carburants notamment du gasoil n'est pas toujours bonne. Les automobilistes se plaignent souvent d'un gasoil gorgé d'eau, surtout durant l'hiver. Beaucoup de stations-service et leur modernisation tarde à venir. Le ministre de l'Energie et des Mines Chakib Khelil soutient depuis plusieurs mois une augmentation des prix du gasoil. Objectif: pousser les automobilistes à adopter d'autres carburants à base de gaz naturel et faire face aux coûts d'importation d'une partie du gasoil.

L'Algérie a en effet entamé l'année passée l'importation du mazout pour faire face au déficit de production de ces raffineries.

mis en place concernera évidemment les lignes long-courriers. Les voyageurs à destination des pays d'Asie, d'Amérique ou du Moyen-Orient via la capitale britannique sont les plus ciblés par ce nouveau service. Dressant le portrait des usagers de la compagnie qui voyagent entre Alger et Londres, le directeur commercial expliquera que la majorité des voyageurs sont des Algériens qui transitent par la ville de Londres pour gagner généralement des pays du Golfe. En outre, le retour de la compagnie anglaise en Algérie a été jalonné par un succès commercial, selon le représentant de la compagnie. Elle est passée de 3 vols par semaine depuis le premier vol effectué le 5 janvier 2004, à 9 vols par semaine, dont 2 de nuit, actuellement. La compagnie, pour son programme d'hiver, assurera la liaison entre Alger et Londres 1 fois par jour sur toute la semaine. La compagnie a fait le plein pendant cet été, ont affirmé ses responsables.

Enfin M. Rézag-Bara a informé que les vols de British Airways à partir de l'Algérie n'atterriront plus à l'aéroport de Gatwick à partir de l'année prochaine, mais au niveau du nouveau terminal réservé à la compagnie à l'aéroport de Heathrow.

Le visa biométrique fait son entrée à l'ambassade britannique à Alger

H. Barti

A partir du 19 septembre en cours, l'ambassade du Royaume-Uni, à Alger, va introduire le système de visa biométrique, a annoncé, hier, l'ambassade britannique dans un communiqué. Autre nouveauté: les demandeurs de visa pour le Royaume-Uni, indépendamment de leurs nationalités devront, désormais, se présenter, dès le 19 septembre en cours, à WorldBridge Service, sis à la rue Mohamed Belkacemi, El-Madania (Oued Kniss).

L'ambassade devra cesser, à partir du 12 septembre prochain, de travailler avec son actuelle agence, Worldwide Trading Group, sise dans le quartier de Saïd Hamdine, a-t-on annoncé, par ailleurs.

La démarche de l'ambassade du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord s'inscrit,

selon ce même communiqué, «dans le cadre de la préparation à l'installation du service complet des visas à Alger et afin de fournir aux demandeurs de visa algériens un meilleur service, à l'instar des autres ambassades britanniques de par le monde». Le gouvernement britannique, précise la même source, a introduit un système de collecte de données biométriques, qui saisira automatiquement empreintes digitales et photos numériques. Objectifs: «protéger les individus des risques d'usurpation d'identité et prévenir les falsifications des visas ainsi que tout abus du système britannique d'immigration et d'asile», souligne le communiqué. L'ambassade de Grande-Bretagne, à Alger, informe, par ailleurs, les demandeurs de visa que dans le cadre de la préparation de ce service amélioré, le service des visas sera suspendu du 16 au 18 septembre.

NEDJMA⁺

Le **meilleur tarif** vers

فتح
les **réseaux**

Karoula Karoula

Service Clients 333 / 050 000 333 www.nedjma.dz



Profitez de l'appel à **3,99 DA***
vers فتح les **réseaux** fixes et mobiles en Algérie.

* Tarif par palier de 30 secondes valable pour les clients de l'offre **NEDJMA+**
jusqu'au 15 octobre 2007.



Problématique de la société civile en Algérie

Quelques éléments théoriques et historiques

Par Lahouari Addi *

Suite et fin

Surtout que les milliards de dinars détournés et gaspillés ont été financés par le déficit budgétaire de l'Etat, lequel a influé sur le niveau général des prix.

Les sommes colossales perdues ont été financées par la perte du pouvoir d'achat des consommateurs. C'est là que réside l'importance de la culture politique et économique de la société civile, dans laquelle les organisations représentatives des différents groupes d'intérêts (unions professionnelles, syndicats de travailleurs, patronat, partis politiques, associations diverses...) surveillent jour après jour l'évolution du déficit du budget de l'Etat et son incidence sur les prix à la consommation.

Ces mêmes acteurs exigent que l'économie soit « dépolitisée » et ne soit pas utilisée comme moyen de légitimation politique. Cela suppose que la société civile crée elle-même les richesses qu'elle consomme, dégageant aussi un surplus pour le financement des missions publiques de l'Etat : armée, police, administration, éducation, santé et autres économies externes financées par la collectivité. Ceci exprime l'émancipation de l'économie comme activité productive régulée par les lois du marché. Mais l'idéologie politique du régime algérien était hostile, dès l'origine, au marché parce qu'il ne correspondait pas au projet politique populiste et au schéma d'appropriation privée du pouvoir. Surtout que le contrôle de celui-ci permet l'accès aux richesses. C'est pourquoi l'attitude du régime par rapport au secteur privé est ambiguë, et l'hostilité officielle à son égard est en fait une modalité de contrôle du procès de formation des fortunes monétaires forcément liées, d'une manière ou d'une autre, au

personnel de l'Etat. Sans appui de hauts fonctionnaires de l'administration, l'accumulation des richesses ne peut se reproduire. Liés à la spéculation et à la prédation, les groupes sociaux disposant de ces richesses n'ont aucune revendication propre pour s'autonomiser du personnel politique. La bourgeoisie monétaire algérienne n'a aucune aspiration démocratique et n'a aucune envie de rompre avec un régime illibéral qui lui a donné naissance et qui l'aide à se reproduire. Elle est même contre la libéralisation des activités économiques qui risque d'élargir l'accès aux richesses. Elle vit de la rente et sait par expérience que la concurrence du marché fait disparaître la rente d'où elle tire ses revenus. Les bourgeois algériens et les gros commerçants se plaignent quotidiennement de ce que tout le monde veut s'enrichir.

Il y a une conjonction d'intérêts contre le marché, y compris de la part des plus pauvres qui, craignant d'être rejetés de la consommation, souhaitent que l'Etat distribue les biens et services dans le cadre de l'économie administrée. C'est dire que l'hostilité officielle au marché a des appuis en dehors de l'Etat, dans des segments de la population qui, à partir d'intérêts différents, craignent ses dynamiques.

Rappelons que l'objectif du régime, dans les années 1960 et 1970, tel qu'il était exprimé par Houari Boumédiène, était de construire une économie productive dans laquelle il n'y aurait pas de conflit. Pour cela, le marché devait être contrôlé par l'administration qui fixe les prix des biens et services pour assurer une répartition équitable des richesses de la communauté. Le secteur économique privé a été limité, en attendant son extinction ou son absorption par le secteur public. Outre ses fonctions régaliennes de battre monnaie et de disposer du mono-

pole de l'exercice de la violence, l'Etat devait aussi fournir l'emploi et satisfaire les besoins sociaux de la population, cherchant à se substituer au marché accusé de favoriser les riches au détriment des pauvres. L'intention était louable mais le modèle a eu des résultats contraires à ses objectifs : il a permis la constitution de fortunes privées colossales et il a paupérisé les couches moyennes élargissant ainsi la pauvreté. Le modèle est en outre miné par une contradiction majeure : la sphère de la production et de l'échange, à vocation privée, était publique, et la sphère de l'Etat, à vocation publique, était privatisée.

Il est évident que le secteur public a sa place, particulièrement dans un pays où la bourgeoisie est spéculative et le capital faiblement compétitif dans l'arène internationale. Il y a cependant une différence entre un secteur public soumis aux lois de la concurrence et producteur de richesses, et un secteur dit étatique déficitaire, financé par le budget de l'Etat et par la perte du pouvoir d'achat des revenus fixes et des plus pauvres. Un tel secteur économique n'est pas public puisqu'il ne sert pas les intérêts du public. Il sert les intérêts du régime qui en a besoin pour redistribuer la rente énergétique afin d'acheter la paix sociale. La contradiction pertinente en économie n'est pas celle qui oppose les secteurs public et privé mais celle qui distingue les activités rentières des activités productives. Le combat est entre la rente, revenu économiquement illégitime comme le souligne Ricardo, et le surproduit, valeur ajoutée qui élargit les bases de l'accumulation. Par ailleurs, nulle part au monde, le marché n'est libre car ses forces sont tellement puissantes qu'elles menacent de désintégrer la société. Il a besoin d'être régulé pour empêcher que les monopoles issus de la concurrence faussent la concurrence et prennent les consommateurs en otage. L'Etat de droit est indispensable à une société organisée sous forme de marché pour protéger ce qu'elle a de plus humain. C'est là la problématique de Karl Polanyi qui a vu dans l'apparition du marché la plus grande transformation dans l'histoire de l'humanité. Mais la régulation nécessaire du

marché ne signifie pas sa négation ou sa substitution utopique par une économie administrée. Le système de prix n'obéit à aucune injonction administrative, et c'est Léon Walras qui disait que, comme la nature, nous commandons le système de prix en lui obéissant. Si l'administration le manipule outre mesure, il se venge sur les consommateurs à faible pouvoir d'achat, en faisant apparaître des rentes. Quand l'administration veut contrôler le marché, il se dédouble et un marché noir se forme avec sa «vérité des prix». Le système de prix régulateur exprime un niveau de rentabilité des capitaux et un degré de productivité de la force de travail dans les conditions de la concurrence internationale, car le système de prix n'est pas national, il est mondial. Une voiture, un kilogramme de viande ou un logement ont la même valeur à Paris et à Alger.

Un système de prix rationnel, c'est-à-dire établissant des rapports de proportionnalité entre les prix, est structuré par la variable salaire qui est le prix de la force de travail. Le salaire réel est la mesure de la valeur et son étalon. C'est ce qui permet dans les conditions de la concurrence et des libertés syndicales de reproduire la force de travail. Si en Algérie le système de prix est irrationnel, c'est parce que, entre autres, le salaire réel ne permet pas la reproduction de la force de travail. Bloqué en 1963 par décret présidentiel et vidé de son contenu par les différentes dévaluations du dinar dans les années 1990, le salaire en Algérie n'incite pas les jeunes à se salarier, préférant exploiter des opportunités offertes par la spéculation. C'est ainsi que l'Algérie, qui a un taux de chômage élevé, atteignant dans certaines régions 40% des jeunes entre 20 et 30 ans, importe de la main-d'oeuvre chinoise pour ses chantiers. L'Algérie dispose aujourd'hui de quelque \$120 milliards de surplus budgétaire, et la question qui se pose est la suivante : comment se fait-il que cette même somme en Allemagne, en Suède ou au Japon a des capacités reproductives et pas en Algérie ? Pourquoi une telle somme est un capital économique là et une somme d'argent ici ? L'argent n'est du ca-

pital que dans le cadre du marché; autrement, c'est une richesse destinée à la destruction par la consommation. Ceci pour dire que, comme la société civile, le marché est une construction historique où le salaire et le capital renvoient à un type de rapports sociaux incarnés par des acteurs aux intérêts divergents et aux droits formels, dans un espace où une unité monétaire investie crée une valeur supplémentaire dans les proportions de la concurrence internationale.

Une politique économique avec des perspectives historiques est celle qui prépare l'espace économique national à affronter la concurrence internationale pour exporter la valeur produite localement. Il faut rappeler que l'économie mondiale est le lieu où s'échangent les produits des différentes sociétés civiles nationales. Que produit la société civile algérienne pour le marché international ? La voiture importée, le café et le sucre consommés, ainsi que d'autres produits sont fabriqués par les sociétés française, italienne, espagnole, japonaise... Même le couscous national, nous le consommons avec une grande partie des céréales de France et du Canada. Selon des chiffres officiels publiés par le journal *Liberté* du 24 juillet 2007, l'Algérie a importé durant le premier semestre 2007 pour \$12,80 milliards pour sa consommation productive et improductive, alors qu'elle n'a exporté pour la même période que \$539 millions de produits hors hydrocarbures. Cela signifie que les Algériens ne vivent pas de leur travail mais de la rente pétrolière qui est un don du ciel et qui est susceptible de se tarir dans une vingtaine d'années. Ces chiffres indiquent la faiblesse économique de la société civile et sa dépendance vis-à-vis de l'étranger et de l'Etat, propriétaire des hydrocarbures. Celui-ci ne puisse pas ses ressources financières de la société par le système des impôts et taxes. Au contraire, ce sont les groupes sociaux qui tentent de lui arracher le maximum légalement ou par l'émeute et la corruption.

* Professeur de sociologie
à l'Institut d'Etudes de Lyon
Professeur invité à UCLA,
Californie, USA

Le gazoduc transsaharien, un projet fabuleux du NEPAD

Par Y. Merabet *

Le transsaharien gaz T.S.G est un projet de taille pour le développement de l'Afrique, destiné à transporter du gaz naturel à partir des champs d'exploitation des gisements d'hydrocarbures du Nigéria dans le delta du Niger vers l'Europe via le Niger et l'Algérie. Son terminal n'étant pas encore fixé, il pourra être connecté soit au réseau espagnol, soit à celui de l'Italie. La retenue définitive du tracé à l'intérieur du territoire national à partir de Hassi R'mel jusqu'à la côte méditerranéenne, dépendra du dénouement de la crise algéro-espagnole sur le Medgaz.

D'une longueur de 4.188 km en enterré, la dernière variante du tracé retenue par Sonatrach est Abouja - Hassi-R'mel - Béni-Saf, le transsaharien traversera le territoire nigérien sur 1.037 km, le Niger sur 841 km et l'Algérie sur 2.310 km, un investissement qui dépasse la bagatelle des 10 milliards de dollars. Une fois l'étude de ce projet finalisée et les conditions commer-

ciales fixées, son diamètre sera enfin déterminé entre 40 et 56" en fonction du volume à transporter retenu. Projeté pour transporter jusqu'à 30 milliards de Nm3 an, un volume qui équivaut à la moitié de la production gazière algérienne ou presque.

Contrairement au Medgaz, ce gazoduc est à double emploi, il pourra aussi collecter toute la quantité de gaz naturel des petits gisements se trouvant sur son passage. La concrétisation de ce projet contribuera aussi au développement de la production de gaz associé des gisements de Hassi-R'mel.

Le gaz africain collecté sera réinjecter pour rajeunir ce gisement en voie d'épuisement qui, au fil des années, demande des financements supplémentaires pour la récupération secondaire, mais nécessaire pour le maintien de la pression de fond, dès que le gisement commence à chuter par abus ou excès d'exploitation. Nos gisements peuvent être rajeunis à condition que les paramètres physico-chimiques du gaz réinjecté soient

les mêmes ou se rapprochent de celui emmagasiné dans la couche productrice. Deux grands et solides pays de l'Afrique, l'Algérie et le Nigéria se sont portés garants de mûrir l'idée de mettre à jour le transsaharien gaz et l'inscrire comme projet prioritaire du NEPAD. Le T.S.G est un projet structurel dans le nouvel espace vital du développement économique et social de l'Afrique, au même titre que la fibre optique et la route transsaharienne.

Ce projet de grande envergure fut présenté par l'Algérie à une délégation parlementaire africaine en mars 2006 à Alger, cette dernière a été émerveillée et n'hésita pas à donner son approbation, quant à l'Union européenne, elle fut soulagée et rassurée de la continuité et de la sécurisation de ses approvisionnements en énergie propre à son prix. L'impact global de cette réalisation sur ce projet sera d'ouvrir des perspectives solides entre deux continents qui se cherchent depuis longtemps, ce lien économique va ancrer à travers son

passage et dans toutes les régions qu'il traversera, un progrès social et économique sans précédent, il permettra aussi d'alimenter en gaz domestique toutes ces régions désertiques du Sahel que l'avancée du désert ronge sous le poids de la misère et de la pauvreté.

Avec des subventions des organismes onusiens et sous l'égide du NEPAD, il est prévu d'alimenter ces zones dépourvues en électricité et en eau pour créer un minimum de survie des peuplades qui n'ont jamais bénéficié des richesses naturelles et collectives de leur sous-sol. Le T.S.G qui mettra en valeur ces richesses, leur apportera justice sociale et prospérité.

L'arrivée du gaz et de l'électricité dans les contrées défavorisées où les rassemblements humains sont importants, va créer un tissu industriel qui arrêtera le flux migratoire des populations vers l'Europe, la plus touchée par ce fléau.

Le projet T.S.G recevra sans réserve l'appui des verts d'Europe, car il a un impact positif sur l'environnement et la préservation du

climat de notre planète. Plus de 180 000 hectares de forêts sont déboisées en Afrique, d'où une partie est utilisée comme bois de chauffage par les populations déshéritées, ce bois est prélevé des maigres surfaces boisées, seul rempart contre la désertification galopante qui balaye le centre de l'Afrique jusqu'aux Hauts Plateaux algériens, la concrétisation du T.S.G mettra fin à ce fléau dévastateur, qui contribue à l'effet de serre et au réchauffement de notre planète. Si toutes les conditions sont réunies, la mise en gaz de ce gazoduc se fera à partir de 2015, ce timing permettra de créer un positionnement renforcé du gaz africain dans le marché européen, dont les projets de développement prévoient un déficit notable en énergie propre à partir de 2015 et de l'application de mesures draconiennes sur les émissions de gaz à effet de serre.

* Membre de l'Association Algérienne des Relations Internationales (A.A.R.I.)
- Ingénieur spécialiste sur le transport
et le stockage des hydrocarbures

GMS Représentant Exclusif de Great Wall



► Annexe d'Alger Comp. Autoroute Delybrahim Tél. : 021 91 03 11 à 13 Fax : 021 90 03 42 021 91 03 10	► Annexe d'Oran Avenue Colonel Amirouche Tél. : 041 36 62 23 041 34 15 58 Fax : 041 36 62 22	► Annexe de Tiemcen Garage du Maghreb Tél. : 043 20 50 46 043 20 65 46 Fax : 043 20 58 32	► Sarl ASAL 23, Zone d'activité Bari Mered BLIDA Tél. : 070 23 62 22 025 42 51 70	► KECHAI Tarek Autoroute Ben Aknoun Alger Tél. : 021 46 11 00	► SNC BMKS 57, Route d'Alger Tizi-Ouzou Tél. : 026 43 15 86	► Ets FERAOUN Route de Relizane Mostaganem Tél. : 045 21 95 64 045 21 60 46	► Ets MOUDJED Rue Bensalem Ahmed Mouzaia - BLIDA Tél. : 071 34 57 76 076 12 20 41	► Annexe Milla 17 Repartition, heritier Boulmerka Tél. : 051 22 62 48
---	---	--	--	--	--	--	--	--

La nouvelle génération de Pick-Up **SO COOL**

Double Cabine 4x2 luxueux - 2.8 Diesel

- Direction assistée
- Air conditionné
- Radio cassette
- 04 Vitres électriques
- Verrouillage centralisé à distance
- Insert décoratif
- 3ème feu de stop
- Jante alliage
- Antibrouillard avant
- Radar de recul + Pare choc arrière ton carrosserie

Prix TTC :

999 000 DA

Possibilité d'achat en Leasing :



Toujours présente
auprès de ses clients
La BDL

met à la disposition des SALARIÉS
domiciliés auprès de ses agences

**LE PRÊT SPÉCIAL RAMADHAN
ET RENTRÉE SCOLAIRE 2007**

Rapide et Facile d'accès
Rapprochez-vous de votre agence
Le meilleur accueil vous sera réservé

BDL,
Une Banque qui se modernise pour mieux vous servir



BDL

La **Banque de Développement Local** a le plaisir
d'informer son aimable clientèle du transfert de
l'activité des agences de Batna et Reghaia vers de
nouveaux locaux :

* Batna: Cité des Frères Lombarkia,
route de Tazoult - Batna
Tél-Fax: (033.80.20.60)
(033.80.29.88) (033.80.23.48)

* Reghaia: Cité Signa Coopérative
Houari Boumediene -
Tél-Fax: (021.84.78.78)
(021.84.88.88) (021.84.89.99)

Le meilleur accueil vous sera réservé

BDL,
Une Banque qui se modernise pour mieux vous servir

BLIDA

Un Ramadhan plus cher

C'est Ramadhan de l'année 2007, mais depuis plus de quinze jours déjà, les ménagères le préparent.

Tahar Mansour

Bien sûr, ce ne sont plus les préparatifs de nos mères et grands-mères qui se faisaient un honneur de ne manger que ce qu'elles faisaient avec leurs mains, comme le vermicelle ou le concentré de tomate, mais toujours est-il que, malgré tout, nous sentons qu'un évènement d'importance se dessine à l'horizon. Dans toutes les discussions entre femmes, il n'est plus question de robes et de noces, mais plutôt de grand nettoyage de la maison, d'ustensiles de cuisine et de rénovation : «il faut bien accueillir sidna Ramdane !» affirment-elles. Dans les marchés, dans les échoppes et les magasins, il n'y a que le mois de jeûne qui importe. Beaucoup de jeunes font des affaires en vendant des assiettes, des bols à soupe, des soupières et autres ustensiles que les femmes tiennent à remplacer chaque année. Surtout que, depuis quelque temps, la Chine nous envoie toutes sortes de marchandises à des prix relativement bas, même si la qualité fait défaut.

Vous entendrez ces marchands crier partout dans les rues et les marchés : «7 assiettes pour 200 dinars, la soupière à 400, remplissez votre maison, madame». Les vendeurs d'épices ont fait le plein de toutes sortes de condiments et, du matin au soir, sans interruption, ils sont sollicités par des hommes et des femmes qui font le plein pour... plusieurs mois. Dans toutes les villes, dans les rues et ruelles, sur les boulevards et au niveau des places publiques, les cafés sont déjà fermés pour le grand nettoyage alors que les pizzerias font leur mue et nous voyons les fourneaux à gaz

et les grandes bassines sortir sur les trottoirs, alors que l'odeur particulière de la Zalabia alourdit l'atmosphère encore chaude de ce début septembre. Les boulangers aussi changent de look et multiplient les trouvaillies pour attirer le client. Durant le mois de Ramadhan, nous avons droit à du pain succulent, aux formes diverses et à profusion.

Le Kalbalouz a aussi fait son apparition, mais un peu plus cher d'année en année. Toujours pour le manger, plusieurs échoppes ont changé comme par miracle de fonction et proposent toutes sortes de jus, de limonades et autres eaux minérales.

Tout ceci est fort normal et ce sont des comportements sociaux typiques du mois de Ramadhan, même si la finalité du jeûne n'est pas justement dans «beaucoup manger». Mais, malheureusement, il y a d'autres comportements qui ne sont pas normaux et qui discréditent leurs auteurs et font perdre à leur dévotion toute son essence. Dans les administrations, chez les artisans, chez les gens de métiers, il faut revenir après le mois de carême pour pouvoir faire valoir un droit ou se faire réparer quelque chose. Ceci d'un côté, alors que de l'autre, ce sont les dépenses inconsidérées qui font du mal à tout le monde. Tous les prix prennent l'ascenseur à cause de ceux qui achètent à tort et à travers, faisant basculer la loi de l'offre et de la demande du mauvais côté. D'ailleurs, il n'y a qu'à jeter un coup d'oeil à la BDL pour voir des files d'hommes et de femmes attendre leur tour pour mettre leur or «au clou» contre quelque somme d'argent qu'ils dépenseront en nourriture d'apparat dont ils jetteront la plus grande

partie. Les rues sont aussi beaucoup plus animées et nous remarquons une sorte de frénésie qui s'est emparée des gens, surtout la gent féminine, qui achètent tout, sans discernement et sans aucun bon sens. Ceci a entraîné l'apparition d'un comportement très négatif de la part de nombreux commerçants qui pratiquent la rétention et augmentent les prix des produits de large consommation à leur gré. Un passage dans les marchés ou dans les magasins nous renseigne de la meilleure manière sur cette pratique. La viande, ovine ou bovine, a pris entre 80 et 150 dinars de plus, le poulet est monté crescendo, passant de 150 dinars le kilogramme il y a un mois, à 180 puis 200 et passera certainement à plus. La tomate, la salade, les carottes, l'oignon ont tous vu leurs prix augmenter sensiblement tandis que Dame courgette, méprisée durant 11 mois, prend sa revanche et nargue les autres légumes du haut de ses 120 dinars le kilogramme, et encore dans les marchés populaires. Avec l'augmentation du prix du sucre, ce sont les gâteaux du Ramadhan qui seront... à la fête, avec entre 5 et 30 dinars de plus selon la qualité et le lieu. Enfin, cette année, beaucoup de nos concitoyens ont peur d'avoir à jeûner en pleine canicule, surtout que, ces derniers jours, le mercure est monté et affiche une moyenne de 30 °C. Et pourtant il y a aussi de bonnes choses, comme la communion entre les musulmans, l'entraide et les soirées qui s'allongent jusqu'après minuit. Les mosquées aussi, font le plein et, même pour la prière du Sobh, il est difficile de trouver une place dans la mosquée, surtout celles des quartiers populaires.

BÉJAIA

Les élèves ayant échoué au bac, repris par leurs établissements

Les élèves qui ont échoué à la dernière session du baccalauréat et obtenu une moyenne supérieure à «8/20» durant l'année scolaire, «seront tous repris par leurs établissements respectifs», a-t-on appris mardi auprès du président de la Fédération des associations des parents d'élèves, M. Achour Haddad. Cette mesure, annoncée lundi au terme d'une rencontre avec les responsables de l'Education de la wilaya de Béjaia, sera

également élargie aux élèves des classes de 4ème année moyenne. Pour cette catégorie d'élèves, a-t-il précisé, «son application sera subordonnée aux places disponibles et à l'âge du candidat au redoublement». «Le principe de la réintégration d'un plus grand nombre d'élèves ayant échoué en classe d'examen, a été retenu à l'occasion de cette rentrée scolaire dans la wilaya afin d'éviter les déperditions traditionnelles», a-t-il souligné. Près de

50% des effectifs des deux paliers de l'enseignement moyen et secondaire, sont concernés par cette mesure dans la wilaya de Béjaia.

Par ailleurs, et dans la perspective d'assurer une bonne année scolaire à l'ensemble des effectifs, M. Haddad a assuré que le livre scolaire «est déjà diffusé dans l'ensemble des établissements et qu'en cas de carence, les librairies publiques ont été associées en vue de le commercialiser».

GHARDAIA

Le 2ème pôle universitaire en bonne voie

Les travaux de réalisation du projet du deuxième pôle universitaire de Ghardaia seront lancés prochainement, alors que l'opération d'aménagement des alentours du centre universitaire de la ville et la réalisation des structures complémentaires y afférentes se poursuivent dans de «bonnes conditions», a-t-on appris de source proche de la wilaya. Le secrétaire général du centre universitaire de Ghardaia a

indiqué de son côté, lors d'une rencontre consacrée aux préparatifs de la nouvelle rentrée universitaire (2007-2008), que cette structure de l'enseignement supérieur accueillera plus de 1.160 nouveaux inscrits, soit un taux de 94,62% du nombre de bacheliers orientés vers cette structure. Les nouveaux étudiants sont répartis à travers deux filières, à savoir les sciences humaines et les sciences commerciales, a-t-il précisé.

Le nombre total des étudiants au centre universitaire de Ghardaia s'élèvera durant la nouvelle année universitaire à 2.600 étudiants dont 1.526 étudiantes, a-t-il ajouté. Les infrastructures du centre universitaire de Ghardaia seront renforcées, a-t-il précisé par ailleurs, par la réception cette année d'une bibliothèque d'une capacité de 500 places, équipée de quelque 4.500 titres dans les différentes spécialités.

MÉDÉA

La ville sera plus grande

Une superficie de 1.200 hectares sera intégrée au périmètre urbain de la ville de Médéa, à la faveur d'un plan d'extension du tissu urbain décidé par les autorités en vue de résoudre la problématique de la rareté des poches foncières, à l'origine d'un développement urbanistique incohérent qui caractérise cette importante agglomération de 140 mille habitants. Cette extension permettra de porter à 2.900 hectares la superficie globale du nouveau périmètre urbain de la ville, indique-t-on à la direction de l'Urbanisme et de la Construction (DUC), en soulignant que la superficie dégagée est destinée en priorité à incruster les nombreux projets d'équipements et d'habitat programmés à court terme. L'intégration de ces 1.200 hectares est appelée, a-t-on ajouté, à répondre aux besoins futurs de la population, notamment en matière d'infrastructures de base et de logements, et donc susceptible d'accompagner et de satisfaire, en même temps, les demandes qu'induiront l'évolution démographique de la ville, dont le nombre de résidents passera, à l'horizon 2024, à 200 mille habi-

tants, soit une population supplémentaire de l'ordre de 60 mille habitants.

Les études préliminaires réalisées dans cette perspective ont permis à la direction de l'Urbanisme et de la Construction d'identifier les besoins en logements et en biens d'équipements publics capables, d'une part, de combler le déficit cumulé durant plusieurs années, et de garantir, d'autre part, un développement harmonieux et cohérent de la ville.

En terme de logements, les besoins se chiffrent, selon les prévisions de la DUC, à 17 mille unités. Les besoins en équipements sont tout autant importants, eu égard à l'évolution de la population, et portent sur la construction, à l'échéance 2024, de 41 nouveaux établissements scolaires, tous paliers confondus, 18 structures sanitaires, dont un hôpital de 240 lits, 5 infrastructures sportives, un nombre similaire de structures au profit du secteur de la Culture, des sièges de directions pour les différents services déconcentrés de l'Etat, une gare routière, des sièges de Sécurité urbaine, un parc de loisirs et un marché de gros.

Aïn Defla: plus de 1.600 hectares ravagés par le feu

M. N.

Durant le mois d'août dernier, de nombreux sites forestiers ont été la proie des flammes. En effet, selon la direction de la Protection civile, il a été enregistré 22 foyers d'incendies qui ont détruit 1.674 hectares dans les zones forestières du nord de la wilaya, dont 666 hectares de maquis et de broussailles. Les 14 brigades antifeu que compte la wilaya de Aïn Defla ont été mobilisées de jour comme de nuit pour maîtriser les feux qui ont touché 15 sites forestiers. On indique que les régions les plus touchées ont été les

monts du Dahra (Zaccar, Aïn Toriki, Sidi M'djahed, Oued Djer) et de l'Ouarsenis, (au sud-ouest de la wilaya), principalement les communes de Bathia, El-Hassania, El-Maïn. Heureusement, aucune perte humaine n'a été à déplorer. Les hommes de la Protection civile ont eu à intervenir pour un nombre restreint de personnes qui ont été hospitalisées, intoxiquées pour les fumées, surtout des personnes âgées ou déjà malades. On indique qu'à l'heure actuelle, tous les feux ont été maîtrisés «mais nous restons vigilants, prêts à toute éventualité», nous disent les services concernés.

M'SILA

Des travaux pour la protection contre les inondations

Les travaux de réalisation du projet de protection contre les inondations de la ville de M'sif, wilaya de M'sila, ont démarré lundi, annoncent les responsables de la direction de l'Hydraulique.

Ce projet, une fois réalisé, permettra de prévenir contre les inondations ayant frappé dernièrement la population à plusieurs reprises.

Une enveloppe de 20 millions de dinars a été allouée dans le cadre du programme communal de développement pour permettre au projet d'être réceptionné dans un délai ne dépassant pas 07 mois. Une fois

livré, cet ouvrage permettra la protection d'une population estimée à 6.800 habitants, en plus de la protection des vergers et des équipements publics, indique-t-on à la direction de l'Hydraulique de la wilaya de M'sila.

Selon les responsables de cette direction, la correction du cours d'eau, qui permettra de protéger les sols contre l'érosion, aura lieu après les études en cours à l'Agence nationale des barrages. L'oued M'sif accueillera un barrage de taille moyenne, avec un bassin versant de 2.830 km2, souligne-t-on de même source.

République Algérienne Démocratique et Populaire
Société de Gestion des Participations INDELEC

**Avis d'Appel d'Offres Ouvert
Pour la privatisation de l'ENIEM**

Le présent avis d'appel d'offres vient en complément à celui lancé par le Ministère de l'Industrie et de la promotion des Investissements relatif à la privatisation de treize (13) Entreprises Publiques Economiques paru le 1^{er} septembre 2007 dans la presse

La SGP INDELEC, Société de Gestion des Participations de l'Etat « Industries Electro Domestiques », avec l'assistance d'un Consortium piloté par la Banque d'Affaires Espagnole Santander, lance un avis d'appel d'offres ouvert pour la **privatisation majoritaire à totale de l'Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménager, ENIEM.**

ENIEM entreprise certifiée ISO 9001 est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'appareils électroménagers (réfrigérateurs, cuisinières, climatiseurs) avec une capacité annuelle moyenne de

- Réfrigérateurs 220 000 unités
- Cuisinières 70 000 unités
- Climatiseurs 30 000 unités
- Autres produits (machines à laver, chauffe baigns, ...)

Le périmètre de privatisation est composé du complexe industriel situé à Tizi Ouzou ainsi que du réseau commercial. Le chiffre d'affaires réalisé en 2006 s'est élevé à plus de 4,8 Milliards de DA.

La concurrence est ouverte aux Investisseurs Nationaux et Internationaux spécialisés dans les produits de l'électroménager ou pouvant constituer un consortium dont un spécialiste dans ce domaine

Pour toute information, les candidats intéressés sont invités à se rapprocher de la SGP INDELEC auprès de :

M. OUMELLAL
SGP INDELEC

04 & 06 Boulevard Mohamed V / Alger
Tél : + 213-21-63 72 47 ; Mail : sgp.indelec@yahoo.fr

Ils pourront procéder au retrait du dossier d'appel d'offres contre paiement de Vingt Mille Dinars (20 000 DA) pour les résidents et Deux Cents Euros (200 Euros) pour les non résidents. Les dossiers de soumission (dossier administratif, offre technique et offre financière) devront être déposés, sous pli fermé, à l'adresse ci-dessus, au plus tard le samedi 03 novembre 2007 à 16H00.

La durée de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite de dépôt des offres.

A N°834.827

People's Democratic Republic of Algeria
Shareholding Management Company (SGP) INDELEC

**Open Call for Tenders
for the privatisation of ENIEM**

This call for tenders is released in addition to a general call for tenders by the Ministry of Industry and Investment Promotion, published in the press on 1st September 2007, regarding the privatisation of thirteen (13) State Economic Enterprises (EPE).

The Shareholding Management Company: *Société de Gestion des Participations de l'Etat « Industries Electro Domestiques »* (SGP INDELEC), with the assistance of a Consortium led by the Spanish investment bank Santander, launches an open call for tenders for the sell of a **majority or the total of the capital of the « Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménager » ENIEM.**

ENIEM is certified ISO 9001, and it specialises in the production and marketing of electrical household appliances (refrigerators, cookers and air conditioners) with an average annual capacity of:

- Refrigerators 220.000 units
- Cookers 70.000 units
- Air conditioning units 30 000 units
- Others (washing machines, water heaters ...)

The privatisation perimeter includes the industrial complex located in Tizi Ouzou as well as the distribution network. The company had a turnover of over 4.8 billion Algerian Dinars in 2006.

The call for tenders is open to national and international investors specialised in the field of electrical household appliances and consortia which includes specialists in this field.

For further information, interested parties should contact:

M. OUMELLAL
SGP INDELEC

04 et 06, boulevard Mohamed V, Alger
Tel : +213-21 63 72 47 ; Mail : sgp.indelec@yahoo.fr

They can purchase the tender documents for a price of twenty thousand Algerian Dinars (20,000 DA) for Algerian residents, or two hundred Euros (200 Euros) for non-residents.

The offers (administrative dossier, technical offer and financial offer) shall be submitted, within a sealed envelop, to the above address, not later than Saturday 3 November 2007 at 16h00.

The offers shall remain valid for a period of hundred twenty (120) days, starting from the date of the deadline for the offers submission.

A N°834.827

République Algérienne Démocratique et Populaire
Société de Gestion des Participations INDELEC

**Avis d'Appel d'Offres Ouvert
Pour la privatisation de SONARIC**

Le présent avis d'appel d'offres vient en complément à celui lancé par le Ministère de l'Industrie et de la promotion des Investissements relatif à la privatisation de treize (13) Entreprises Publiques Economiques paru le 1^{er} septembre 2007 dans la presse

La SGP INDELEC, Société de Gestion des Participations de l'Etat « Industries Electro Domestiques », avec l'assistance d'un Consortium piloté par la Banque d'Affaires Espagnole Santander, lance un avis d'appel d'offres ouvert pour la **privatisation majoritaire à totale de la Société Nationale de Gestion et de Réalisation des Industries Connexes, SONARIC.**

SONARIC est une entreprise spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'appareils électroménagers (cuisinières, radiateurs à gaz, poêles à mazout, chauffe eau, chauffe baigns, climatiseurs) avec une capacité annuelle moyenne de :

- Appareils de chauffage 80 000 unités
- Cuisinières 30 000 unités

Elle dispose de deux principales unités de production : Ferdjiousa, Wilaya de Mila (Appareils de chauffage et climatisation) et Si Mustapha, Wilaya de Boumerdes (cuisinières) ainsi que d'un réseau commercial.

Elle a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 800 Millions de Dinars en 2006.

La concurrence est ouverte aux Investisseurs Nationaux et Internationaux spécialisés dans les produits de l'électroménager ou pouvant constituer un consortium dont un spécialiste dans ce domaine

Pour toute information, les candidats intéressés sont invités à se rapprocher de la SGP INDELEC auprès de :

M. OUMELLAL
SGP INDELEC

04 & 06 Boulevard Mohamed V / Alger
Tél : + 213-21-63 72 47 ; Mail : sgp.indelec@yahoo.fr

Ils pourront procéder au retrait du dossier d'appel d'offres contre paiement de Vingt Mille Dinars (20 000 DA) pour les résidents et Deux Cents Euros (200 Euros) pour les non résidents.

Les dossiers de soumission (dossier administratif, offre technique et offre financière) devront être déposés, sous pli fermé, à l'adresse ci-dessus, au plus tard le samedi 03 novembre 2007 à 16H00. La durée de validité des soumissions est de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite de dépôt des offres.

A N°834.828

People's Democratic Republic of Algeria
Shareholding Management Company (SGP) INDELEC

**Open Call for Tenders
for the privatisation of SONARIC**

This call for tenders is released in addition to a general call for tenders by the Ministry of Industry and Investment Promotion, published in the press on 1st September 2007, regarding the privatisation of thirteen (13) State Economic Enterprises (EPE).

The Shareholding Management Company: *Société de Gestion des Participations de l'Etat « Industries Electro Domestiques »* (SGP INDELEC), with the assistance of a Consortium led by the Spanish investment bank Santander, launches an open call for tenders for the sell of a **majority or the total of the capital of the « Société Nationale de Réalisation des Industries Connexes », SONARIC.**

SONARIC is specialised in producing and marketing household appliances (cookers, gaz heaters, oil stoves, kitchen and bathroom boilers, and air conditioners) with an average annual capacity of:

- Heating equipment 80.000 units
- Cookers 30.000 units

The company owns two main production units: Ferdjiousa, wilaya of Mila (heating equipment and air conditioners) and Si Mustapha, wilaya of Boumerdes (cookers) as well as a distribution network.

The call for tenders is open to national and international investors specialised in the field of household appliances and to consortia that include specialists in this field.

For further information, interested parties should contact:

M. OUMELLAL
SGP INDELEC

04 et 06, boulevard Mohamed V, Alger
Tel : +213-21 63 72 47 ; Mail : sgp.indelec@yahoo.fr

They can purchase the tender documents for a price of twenty thousand Algerian Dinars (20,000 DA) for Algerian residents, or two hundred Euros (200 Euros) for non-residents.

The offers (administrative dossier, technical offer and financial offer) shall be submitted, within a sealed envelop, to the above address, not later than Saturday 3 November 2007 at 16h00.

The offers shall remain valid for a period of hundred twenty (120) days, starting from the date of the deadline for the offers submission.

A N°834.828

Le bon vieux chèque et des «histoires» de CCP

S. Chahal

Les détenteurs de comptes postaux de la wilaya d'Oran ne sont pas contents. Retards dans l'ouverture des comptes, dans le renouvellement des chèquiers et de viement, sont les principaux griefs retenus contre Algérie Poste. La mise en service des cartes magnétiques CIB n'a finalement pas eu l'effet escompté et nombreux sont les usagers qui considèrent que cette solution est encore prématurée, même si la fin du bon vieux chèque n'est pas encore à l'ordre du jour. Les détenteurs de CCP, ballotés entre le chèque et la carte magnétique, se plaignent des lenteurs observées dans l'ouverture de nouveaux comptes, mais également pour l'octroi de nouveaux chèquiers. Un septuagénaire rencontré au centre CCP situé en face de l'ENSET affirme qu'il attend son chèque depuis plus d'un mois. Une autre femme affirmera qu'elle attend depuis 3 mois et pour retirer sa paie elle a dû recourir à ses proches. Un autre déçu, un jeune étudiant, indique qu'il a déposé une demande de compte depuis une année et que jusqu'à maintenant, il attend toujours. Les demandeurs de chèquiers s'entendent dire: «attendez encore et vous recevrez votre chèque dans les prochains jours». Un jeune habitant Ain El-Bia et dont le salaire est bloqué vient à son tour réclamer auprès d'un agent qui lui répond de retourner au bureau de poste de son lieu de résidence pour exiger un chèque de secours, ou se rapprocher de la direction d'Algérie Poste. D'autres usagers sont venus même d'autres wilayas. Ils attendent toujours leurs carnets de chèques, d'autant plus qu'ils ne bénéficient pas encore de la carte magnétique.

A propos de cette carte, plusieurs usagers considèrent que la décision de sa mise en service est prématurée vu que de nombreux clients ne maîtrisent



Ph: B. H. Karim

pas encore sa manipulation. En plus, certains usagers font état de problèmes techniques, qui créent des conflits avec le personnel du bureau de poste. Un agent d'Algérie Poste cite le cas d'un usager qui a effectué un retrait en usant de sa carte magnétique. Inexplicablement, cette opération n'a pas été portée sur son compte. En consultant son nouvel avoir, il se rend compte qu'il peut encore retirer de l'argent. Il le fait en retirant la somme de 20.000 DA alors que théoriquement il est redevable à la poste. La raison est toute simple: le retrait effectué sur le serveur n'a pas été pris en considération à temps. Par ailleurs, un détenteur de compte CCP à Gdyl a signalé un cas de prélèvement frauduleux. Il a affirmé qu'une main experte a ef-

fectué plusieurs retraits sur son compte en usant de son code secret. A ce propos, le directeur de l'unité d'Oran d'Algérie Poste confirme qu'il a été saisi de cette affaire et qu'une enquête approfondie a été diligentée. Néanmoins, la conclusion de cette investigation a révélé qu'il est quasiment impossible d'effectuer des prélèvements sans introduire le code secret». Afin de remédier au sempiternel problème du manque de chèques, Algérie Poste a mis à la disposition de ses clients des chèques de secours. En plus et dans le but de faciliter l'usage de la carte magnétique CIB, des terminaux sont en voie d'être installés au niveau des bureaux de poste. La wilaya d'Oran est la deuxième à bénéficier de ces équipements après Alger.

La direction des fabrications militaires ouvre ses portes

Une semaine d'information sur les fabrications militaires de l'Armée nationale populaire (ANP) s'est ouverte, lundi au Centre d'information territorial (CIT) de la 2ème Région militaire (RM), en présence du Général Rachid Chouaki, Directeur central des fabrications militaires. Initiée dans le cadre de «la politique d'ouverture de l'ANP par la communication de proximité», cette semaine d'information a pour objectif de faire connaître au large public «l'importance de la mission et des activités des structures relevant de la Direction des fabrications militaires dont

la création remonte à 1974", ont souligné les organisateurs. La manifestation vise également, à travers des projections-vidéos et des expositions de produits, à donner un aperçu aux citoyens sur les progrès enregistrés par quatre complexes de fabrication répondant aux besoins de l'ANP, des corps de sécurité et des opérateurs économiques. Ces unités qui relèvent de la Direction des fabrications militaires, sont l'Entreprise des réalisations industrielles de Seriana (RIS), l'Entreprise de l'habillement, des produits de campement, de couchage et d'ameublement (EHPCCA), l'Entre-

prise de constructions mécaniques de Khenchela et l'Office national des substances explosives (ONEX). Les munitions, les armes, le mobilier paramédical, les uniformes, les gilets pare-balles, les groupes électrogènes figurent parmi l'éventail des produits «de fabrication algérienne à 100 pour 100» commercialisés par ces complexes, signale-t-on. Ces entreprises, pourvoyeuses de postes d'emploi, sont également dotées de laboratoires de contrôle de la qualité garantissant le respect des normes techniques universelles et la protection de l'environnement, note-t-on.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

L'animal



de tenter de récupérer l'âne.

Il appela tous ses voisins et leur demanda de venir l'aider. Chacun saisit une pelle et ils commencèrent à combler le puits. Au début, l'âne, réalisant ce qui se produisait, se mit à crier terriblement. Puis, à la stupéfaction de tout le monde, il se tût. Quelques pelletées plus tard, poussé par la curiosité, le fermier regarda finalement dans le fond du puits et fut étonné...

A chaque pelletée de terre qui tombait sur lui, l'âne réagissait aussitôt : il se secouait pour enlever la terre de son dos et piétinait ensuite le sol sous ses sabots. Pendant que les voisins du fermier continuaient à jeter de la terre et des cailloux sur l'animal, il se secouait et montait toujours plus haut. Bientôt, tous furent stupéfaits de voir l'âne sortir. Au fait, c'est qui l'âne ?

Arrêtons de nous «entre manger. Tous on est dans la même galère. Depuis notre naissance, la vie va essayer de nous engloûtir sous toutes sortes d'ordures et de décombes. Le truc pour se sortir du trou est de se secouer pour avancer ; chacun de nos ennuis est une pierre qui permet de progresser. Nous pouvons sortir des puits les plus profonds en n'arrétant jamais de nous battre. Pas contre le voisin. Cela me rappelle une légende de mon enfance.

Un jour, l'âne d'un fermier tomba dans un puits.

L'animal gémit pitoyablement pendant des heures et le fermier se demandait bien ce qu'il allait faire. Finalement, il se rappela que l'animal était vieux et que, de toute façon, le puits devait disparaître. Il en conclut donc qu'il n'était pas rentable

Université Du nouveau à l'USTO

H. Barti

Sur les 8.003 nouveaux bacheliers de la wilaya d'Oran, 1.800 rejoindront cette année, dès le 29 septembre en cours, les bancs de l'Université des sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf (USTO). Un nombre jugé satisfaisant par l'administration universitaire, vu qu'il représente plus de la moitié des bacheliers 2007 des séries scientifiques et techniques dont le nombre est d'un peu plus de 3.000. Pour sa part, l'université d'Oran Es-Sénia, se prépare à accueillir pas moins de 11.000 nouveaux étudiants cette année, grâce à la panoplie de formations qu'elle propose, aussi bien dans les filières littéraires que dans les filières scientifiques et techniques, mais aussi parce qu'elle n'est pas assujétie, comme c'est le cas pour l'USTO, à des restrictions la contraignant à accueillir uniquement des bacheliers de la wilaya d'Oran. Selon M. Boudia, vice-recteur de l'USTO, chargé de la pédagogie, les examens de rattrapage à l'université Mohamed Boudiaf ont débuté le 2 septembre dernier et prendront fin ce jeudi. Les jour-

nées du 22, 23 et 24 septembre seront réservées aux orientations avant le début des cours prévu pour le 6 octobre pour l'ensemble des étudiants, à l'exception des premières années dont la date de rentrée officielle a été programmée pour le 29 septembre.

S'agissant du système LMD, ajoute M. Boudia, l'université des sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf a bénéficié cette année de 1.000 nouvelles places pédagogiques à Bir El-Djir, dans les filières Informatique et Génétique. Elle se prépare dans ce même cadre, à lancer, pour cette année universitaire 2007-2008, la première année de Master dans 36 spécialités au profit de 500 étudiants. Il y a également le concours de magister dans 33 options avec à la clé 260 postes, a indiqué le même responsable. Ce dernier souligne par ailleurs, que l'université de l'USTO vient de recevoir l'agrément pour quatre écoles doctorales qui viennent s'ajouter aux partenariats dont bénéficie déjà l'USTO avec cinq écoles doctorales d'autres universités du pays, dans le cadre de la mutualisation des moyens avec ces dernières.

Suspension d'un chantier

Les habitants des Oliviers obtiennent gain de cause

Djamel B.

Les habitants de la cité des Oliviers dans le quartier de Maraval, ont accueilli avec satisfaction, la décision du wali d'ordonner l'arrêt des travaux sur un site accueillant un terrain combiné réalisé au niveau de leur cité par l'APC. Les représentants des familles qui se sont déplacés hier au siège de notre rédaction, indiquent que le wali d'Oran a décidé de déclarer l'utilité publique. Des procédures d'expropriation ont été engagées. L'information nous a été confirmée hier par les services concernés de l'APC d'Oran. Les mêmes sources indiquent qu'un expert géomètre a été engagé sitôt la décision prise par le wali et le dossier complet se trouve actuellement au niveau de la DRAG de la wilaya d'Oran.

Le terrain en question, qui servait d'aire de jeux pour les jeunes de la cité, a fait l'objet, il y a pres-

que un mois, d'un début de démolition par les responsables d'une coopérative immobilière, qui prévoyait la réalisation de logements au niveau du site.

La réaction des habitants de la cité qui s'étaient opposés au projet, a incité le wali à intervenir et ordonner l'arrêt des travaux. Selon M. Sid Ahmed, représentant des familles, un appel est lancé par l'ensemble des habitants pour l'affectation du terrain à la réalisation d'un équipement dont profiteraient les jeunes du quartier.

Dans ce contexte, une correspondance a été adressée au premier responsable de la wilaya, dans laquelle les habitants ont salué la décision portant arrêt des travaux. Un appel est lancé pour que cette placette accueille un projet de réalisation d'un espace vert ou d'une crèche. «Des équipements qui font défaut au sein de notre cité», lit-on dans cette correspondance.

Démolitions sur le 3ème périphérique

Les services de la division de l'Urbanisme et de la planification (DUP) de l'APC d'Oran ont procédé hier, à la démolition de deux grands murs de clôture au niveau d'une coopérative immobilière située sur le 3ème périphérique. Selon le directeur de la DUP, il s'agit de murs «réalisés sans autorisation et qui défigurent le paysage au niveau de ce périphérique». Notre interlocuteur indique par ailleurs que des opérations similaires seront menées au niveau des autres coopé-

ratives et toute construction érigée sans autorisation préalable sera démolie. Dans le même contexte, le directeur de la DUP indique que des mises en demeure ont été adressées à des locataires d'une cité à Maraval qui ont entamé la construction de garages sans autorisation. D'ores et déjà, quatre locataires ont été mis en demeure pour entamer la démolition, faute de quoi, affirme notre interlocuteur, les services de l'APC n'hésiteront pas à recourir à la justice.

D. B.

Aïn El-Turck, Douar Boudjemââ Deux découvertes macabres

Le corps sans vie d'un homme âgé de 38 ans et répondant aux initiales EH a été découvert, avant-hier à Douar El-Marouk, dans la commune d'Aïn El-Turck, selon la Protection civile. Sa dépouille a été transférée à la morgue de l'hôpital d'Aïn El-Turck. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances du drame.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Hakoum Mohammed, 71 ans, 10/09/07, 28 rue de la Révolution Derb, Oran

Ikhlef Mansouria, 75 ans, 10/09/07, 16 rue Maata Med El Habib, Oran

El Hammar Yamina, 80 ans, 10/09/07, Haï Bouamama El Hassi, Oran

Benmestoura Hamza, 55 ans, 10/09/07, 50 rue Colonel Ahmed Benabderrezak, Oran

Koliel Bengabou Mokhtar, 42 ans, 11/09/07, 12 rue de Biskra V/Hugo, Oran

Beddiaf Habib, 76 ans, 10/09/07, 48 rue de Biskra V/Hugo, Oran

mobilis

Le plus Grand Réseau de Téléphonie Mobile

RECEVEZ vos e-mails...



... ou ENVOYEZ-LES avec le

BlackBerry® de mobilis

Et comme un plaisir
n'arrive jamais seul...

Forfait 4 MB,
à **2500** DA HT
Forfait Illimité
à **5000** DA HT



BlackBerry® Pearl™ 8100
smartphone



BlackBerry® 8700g
smartphone

Research In Motion, the RIM logo, BlackBerry, the BlackBerry logo and SureType are registered with the U.S. Patent and Trademark Office and may be pending or registered in other countries - these and other marks of Research In Motion Limited are used under license.

www.mobilis.dz



Téléphone



E-mail + SMS



Organiseur



Navigateur



Messagerie
Instantanée

 **BlackBerry**



et que chacun parle

BÉNI-SAF

L'OPGI réclame son dû

Belhadri Boualem

L'OPGI de la wilaya d'Aïn Témouchent, est-il confronté à des problèmes financiers assez aigus qui empestent son fonctionnement? L'opération d'envergure qu'il a déclenchée, ces derniers jours, dans le chef-lieu de wilaya et à Béni-Saf, à l'endroit de pas moins de 2.100 locataires sur un parc global de 12.200 unités, est-elle motivée principalement par le souci majeur de recouvrement des créances impayées qui s'élèvent à 15 milliards dont le tiers, uniquement, pour Béni-Saf? L'enclenchement de cette opération qui, avouons-le, n'est pas aisée, va-t-elle casser les tabous traditionnels qui faisaient taire des responsables, craignant des retombées d'ordres multiples? A vrai dire, agir de la sorte est une mesure légale qui a tar-

dé et que devait prendre l'office, il y a bien longtemps. Mais «mieux vaut tard que jamais», comme dit l'adage. L'opération «coup de poing» a touché principalement le chef-lieu de wilaya qui détient 70% du parc logements de l'OPGI. Selon le directeur de l'office, 18 brigades composées de 3 éléments chacune ont investi la nouvelle ville Akid Othmane de 08 à 14h. Les agents étaient munis d'ordre de mission et de badges leur permettant d'effectuer cette tâche. Il ressort des conclusions des rapports établis par les brigades que 60 logements ont été sous-loués, une procédure contraire aux clauses contractuelles prévues dans les baux de location et pour laquelle une procédure judiciaire d'annulation des contrats puis d'expulsion est déjà entamée. «La chasse aux sous-locataires ne s'inscrit pas dans le temps», estime

notre interlocuteur mais elle se poursuivra dans le temps et dans l'espace et d'autres brigades habilitées seront investies de cette mission», indique-t-il en substance.

Arrivée à une situation financière contraignante, l'administration n'avait pas d'autres choix que de procéder au recouvrement de ses dettes par les moyens appropriés que lui confère la réglementation en vigueur. Estimé à 150 millions de dinars, le montant des arriérés pourrait permettre la réalisation de 100 logements. La perte est donc énorme, note le directeur, cependant l'office a mis des cellules d'écoutes à l'endroit de ces concitoyens désirant régler leur dûs selon un calendrier qui conviendrait pour chaque cas, à condition que les intéressés s'acquittent de 50% de leur dette en fonction de leurs moyens.

AÏN TÉMOUCHENT

Le centre de transfusion sanguine déménage

Belhadri Boualem

Le centre de wilaya de transfusion sanguine (CWTS) qui occupait une aile des locaux du service d'hémodialyse, a été transféré à la nouvelle structure ayant subi un important aménagement et qui faisait office de pharmacie, sise à l'hôpital Ahmed Medeghri d'Aïn Témouchent. Devenu indépendant, structurellement, le CWTS est doté d'équipements nouveaux et de moyens humains qu'il faut renforcer en techniciens et médecins. Le président de l'association Djabeur Ibn-Hayan du don de sang se dit très satisfait de cet aménagement et insiste particulièrement à ce que le procédé «de séparation du sang se fasse au niveau du CWTS». Lors de la célébration de la journée mondiale du don de sang du 13 juin 2007, la question relative à la séparation du sang a été soulevée par Djabeur Ibn-Hayan aux autorités. Le wali et le DSP avaient, selon le prési-

dent de l'association, «donné des promesses pour cela».

Djabeur Ibn-Hayan, profitant de la venue du nouveau directeur du secteur sanitaire d'Aïn Témouchent, réitére sa demande quant «à la mise en route du procédé ayant trait à la séparation du sang» et se dit disposé à «coopérer davantage avec lui dans ce domaine précis qui revêt un intérêt capital pour le malade et le donneur de sang». Actuellement, l'association dispose d'un gisement de «500 donneurs de sang réguliers et de 11 bureaux communaux de donneurs de sang dont 06 sont très actifs», note-t-il. En matière de relations avec l'environnement dans lequel Djabeur Ibn-Hayan est appelée à oeuvrer, le président de l'association juge qu'elles sont intimes et étroites avec la formation professionnelle et l'ITMAS au sein desquels, il dispose d'un important réservoir de donneurs de sang parmi les élèves et le personnel.

Abordant le problème du tabagis-

me, le président estime à 15.000 morts/an qui quittent ce monde à cause de ce fléau désastreux alors que celui lié aux accidents des routes est de 5.000 morts/an. Le tabagisme passif et actif cause 85% de cas de cancer. Les usagers des structures paramédicales (CNAS-CNR-CASNOS... et autres) se plaignent des fumeurs qui n'accordent pas de respect pour le public sensible.

Par ailleurs, la séparation du sang, en trois composants distincts à savoir: les globules rouges (utilisés par des sujets anémiques), le plasma (usité par les grands brûlés) et les plaquettes sanguines (utilisées par la chimio et radiothérapie), servira à trois malades distincts et évitera les accidents transfusionnels, parfois mortels.

La séparation veut dire en d'autres termes que le sang renferme des leucocytes ou globules blancs qui ne servent à rien; les sujets malades ne prenant que les composants qui leur sont indiqués.

SIDI BEL-ABBÈS

Les travailleurs de CMA réclament leurs salaires

M. D.

Entretenus par un régime salarial très précaire (avances) depuis plus de cinq mois, les travailleurs de l'entreprise de construction du matériel agricole (CMA) sont réduits à la mendicité, face à un pouvoir d'achat impitoyable, particulièrement en ces moments de rentrée scolaire et du mois sacré du Ramadhan, a alerté le président du comité de participation. L'attente d'un lendemain meilleur semble un rêve inaccessible pour les centaines de travailleurs de cette entreprise dont les chaînes de production sont à

l'arrêt depuis plus d'une année et toutes les promesses tenues n'ont pas été respectées, signale le président du CPM, M. Boukhoula. Ce dernier a fait savoir que malgré la situation financière très critique que traverse l'entreprise, des actes de gestion et des frais inutiles (carburant, missions) sont pratiqués pour enfoncer l'entreprise dans l'asphyxie financière.

Nous apprenons, par ailleurs, que la quasi-totalité du stock des moissonneuses-batteuses (environ 200) a été récemment livré sans que les salaires des travailleurs ne soient réglés et la production relancée. Il convient de si-

gnaler, dans ce contexte, que la banque «Es Salem» avait convenu d'accompagner l'opération leasing qui permettrait d'écouler le produit CMA, cependant les travailleurs n'ont rien vu se concrétiser concernant la régularisation des salaires et des arriérés. Pourtant, relève-t-on, la DG de l'entreprise a, de tout temps, promis un dénouement dès la livraison des premières moissonneuses-batteuses. Maintenant que presque la totalité des machines ont quitté l'aire de stockage de l'usine, qu'est-ce qui retient la direction générale pour débloquent les salaires? se sont interrogés des travailleurs.

MOSTAGANEM

Les prix prennent l'ascenseur



Ayache Djamel

Depuis plusieurs semaines, le consommateur mostaganémiste assiste, impuissant, à la flambée des prix qui a touché tous les produits de large consommation, constatée cette dernière semaine, à l'approche du mois de Ramadhan.

En effet, les prix à la consommation n'ont pas cessé de prendre l'ascenseur dans différents points de vente de la capitale du Dahra. Le bidon d'huile de 5 litres a frôlé, ces derniers jours, le seuil jamais atteint des 500 DA. Le kilo de café est passé de 300 DA, quelques semaines auparavant, à 370 DA actuellement, le sachet de lait, de plus en plus rare, est proposé «en toute transparence» à 30 DA. Cette frénésie a touché aussi le sac de farine de 50 kg qui est passé de 950 à 1.200 DA.

Un père de famille nous fait savoir «qu'il lui est devenu difficile de remplir son couffin avec les prix actuels et de s'acquitter des autres charges telles l'eau, le loyer, l'électricité, entre autres». Notre interlocuteur précise «qu'avec un salaire de 14.000 DA, je ne peux plus joindre les deux bouts».

Au marché de gros des fruits et légumes de «souk ellil», situé à 2 km de la ville, seul le prix de la pomme de terre a connu un fléchissement. Le prix de ce produit de base, qui a atteint les 70 DA le kilo au marché de «souk ellil», au début juillet, a été revu à la baisse à cause de l'arrivée de ce produit en provenance des régions de Annaba et d'Aïn Defla. En 10 jours son prix de gros est passé de 55 à 35 DA. D'après un mandataire, les prix de la

pomme de terre vont encore baisser dans les prochains jours avec l'arrivée de Turquie de 10.000 tonnes de pomme de terre de consommation.

Cependant les prix des autres légumes ont connu, ces derniers jours, une hausse vertigineuse à la veille du mois sacré de Ramadhan. La tomate fraîche a pris des ailes. Vendue, il y a quelques jours, à 10 DA le kg, hier, et en l'espace de 2 jours son prix est passé de 15 à 28 DA, la courgette à 35 DA, la salade verte, très prisée pendant le carême, a grimpé de 15 DA pour atteindre les 35 DA le kg.

Pour les fruits, la mercuriale est aussi à la hausse. Le raisin est proposé à 75 DA et le melon à 30 DA le kg. Sur ce plan, il est utile de rappeler que les prix de gros des légumes subiront encore des augmentations pour arriver enfin chez le consommateur. Face à ce dérèglement du marché, surtout à l'approche du mois de sacré, nous nous sommes rapprochés du représentant de l'UGCAA de «souk ellil», M. Boukhari qui nous a précisé que «depuis la dissolution, en 2002, de EGMAFEL (Entreprise de gestion des marchés des fruits et légumes), qui employait 80 salariés, cette grande infrastructure commerciale est détruite et l'informel s'y est installé». D'après notre interlocuteur la marchandise transite par plusieurs intermédiaires. Il sollicite l'intervention des services concernés pour mettre un terme à l'anarchie qui règne en maître depuis des années.

Les prix des produits de large consommation baisseront-ils dans les prochains jours s'interrogent les ménages?

RELIZANE

Des bureaux à Berlin et à Paris pour «Bachaïr Ech-Chiffa»

La tournée effectuée en Europe par M. Belahmar Hadj Abou-Muslim, responsable général et «raqi» de l'association «Bonnes nouvelles de guérison» (Bachaïr Ech-Chiffa), à l'invitation du centre culturel islamique allemand, aura été fructueuse à plus d'un titre.

Ce voyage entre dans le cadre du projet de «Rouqiat sans frontières» et aura permis à un groupe de sept membres dont des docteurs et des professeurs de haut rang, venus de Syrie, du Liban, de Jordanie, de Palestine, d'Allemagne et de Suisse, de visiter l'Allemagne, la Fran-

ce, la Suisse, la Belgique, la Hollande et l'Italie.

Cette opportunité a été exploitée à bon escient par M. Belahmar. Ce dernier a réussi à implanter son association à Berlin et à Paris. Le bureau de Berlin est composé d'Allemands, nous a-t-il dit et celui de Paris comprend des Français et des émigrés. Les ramifications de l'association «Bonnes nouvelles de guérison», en Europe ont pour finalité de faire connaître aux Européens les bienfaits du traitement par le Coran et les méfaits de la sorcellerie.

Mahi Ahmed

ADRAR

Le secteur de l'Education renforcé

Bentouba Saïd

Le secteur de l'Education nationale vient d'être renforcé, cette année. La prochaine rentrée scolaire verra l'ouverture d'un lycée de 800 places et de 5 CEM ainsi que de 2 internats pour filles, une vingtaine de classes dans les régions éloignées et la réhabilitation de plus de 200 autres à travers toutes les communes de la wilaya, nous a indiqué le directeur de l'Education de la wilaya d'Adrar, Abdelali Habib.

Une enveloppe de plus de 50 milliards de centimes a été réservée à ces

opérations via plusieurs programmes sectoriels à l'exception de l'opération de réhabilitation des écoles primaires qui a été prise en charge par les communes dans le cadre du programme communal de développement.

Le lycée réceptionné cet été se situe dans la commune de Tamst, à 60 km du chef-lieu.

Cela va mettre fin aux déplacements des élèves et encourage la scolarisation de la fille dans le secondaire qui était de 24% seulement en 1999 et de 47% lors de la rentrée scolaire 2006/2007. En effet, un nombre important d'infrastructures scolar-

res ont été réalisées durant ces 08 dernières années.

Ce nombre est passé de 09 lycées en 1999 à 21 cette année. De même le nombre des CEM a connu également une forte augmentation passant de 27 seulement en 1999 à 69 cette année, dont une vingtaine sont dotés d'internats pour filles, afin de permettre à la fille des «ksour» de poursuivre ses études. Il est à noter que les nouveaux CEM réceptionnés pour cette rentrée scolaire, touchent les régions éloignées telles que, Ksar Hadj Guelmane, El-Barka, Azzi, Baâmour et Baliche.

**LA SARL HAAL ORGANISE
LE JEU SPECIAL RAMADHAN**

رمضان مبارك

**GAGNEZ
PLEIN DE CADEAUX**

Parure en or

Téléviseur écran plat

Climatiseur

Ordinateur Portable

Omra

x 10

Sarl HAAL
Jeu spécial ramadhan
BP N°261 Hassi Bounif, Oran - 31290

Découpez 10 code barre et envoyer a l'adresse suivante :
Sarl HAAL, Jeu spécial ramadhan
BP N°261 Hassi Bounif, Oran - 31290
Les gagnants seront désignés par un tirage au sort avec la présence d'un huissier de justice

MERIEUX
*École Supérieure des
Technologies de la Santé*

*École de Formation
Paramédicale*

- Aide Soignant
- Aide Laborantin
- Laborantin
- Infirmier
- Sage Femme
- Secrétariat Médical

A partir de 6.500,00 DA/mois

Niveau requis

- 1^{ère} 2^{ème} année secondaire
- Terminale
- BAC

**18, rue BOURAS BELKACEM - SAVIGNON
ORAN**

071 344 540 / 070 310 898
Secrétariat : 065 963 359

**Hertz souhaite la bienvenue à ses
clients et partenaires en Algérie**

Hertz Rent a car - Location de Véhicules

Location de Véhicules Rent a Car

Hertz

véhicules sûrs, prix attractifs et rapidité de service optimale

Réservations
Internet : mail@caronline-dz.com
Fax : 021 681762
Tél : 021 681765
Nos agences sont à votre disposition à Alger, Dar El Beida, et Oran

We're Hertz They're Not

Polémique au Koweït autour d'une série télévisée



Le gouvernement koweïtien s'est dit prêt lundi à intervenir pour tenter d'empêcher la diffusion d'une série télévisée, jugée vexante par les chiites du Koweït et que le groupe saoudien MBC, propriétaire d'Al-Arabiya, a programmée durant le Ramadan. Alors que des inconnus ont attaqué à coups de pierre les locaux du groupe MBC à Koweït, sans faire de victime, le Premier ministre, cheikh Nasser Mohammad Al-Ahmad, a rencontré des parlementaires pour les assurer que «la question sera

réglée», a dit à l'AFP le député chiite Adnane Abdelsamad, après avoir participé à la rencontre. Intitulée «Les pêchés ont un prix», la série de la MBC, basée à Dubai, traite notamment d'une forme de mariage, dit «mariage motaa». «La série est une déformation du chiisme (...). Elle incite aux dissensions confessionnelles», a déclaré Adnane Abdelsamad. Ce dernier figure parmi les nombreux députés et activistes chiites comme sunnites du Koweït, un émirat dirigé par une dynastie sunnite et comptant

une importante minorité chiite, qui appellent à interdire la diffusion de la série. Son producteur koweïtien, Nayef al-Rached, a affirmé dimanche soir sur Al-Arabiya que son oeuvre n'était pas dirigée contre les chiites. «Nous voulons mettre en relief les aspects négatifs de certaines pratiques sociales», a-t-il dit. Au contraire, «elle montre délibérément nos jeunes filles en train de se prostituer (...). Elle comporte des scènes désobligeantes pour des dignitaires et lieux saints chiites», a répliqué le secrétaire général adjoint de l'Alliance chiite «Justice et Paix», Abdelwahed Khalfan.

Un groupe de dignitaires et d'intellectuels chiites saoudiens s'opposent aussi à la diffusion de la série dans une lettre adressée au président de MBC. «Nous espérons que vous prendrez rapidement la décision d'arrêter la diffusion de la série, dont le but est d'alimenter les hideuses dissensions confessionnelles», lit-on dans la lettre.

Il tente de se scier la jambe pour se débarrasser du bracelet électronique

Un homme qui devait comparaître devant la justice pour des crimes sexuels sur mineurs dans l'Arkansas a essayé de se scier la jambe à laquelle était accroché un bracelet électronique pour, semble-t-il, tenter de fuir avant son procès, a indiqué la police lundi. Jerry Scholes, qui a finalement été condamné vendredi à 50 ans de prison pour des viols sur mineurs, avait commencé, quelques jours avant la tenue de son procès, à scier sa jambe jusqu'à l'os au niveau du mollet, juste au-dessus du bracelet électronique qui enserrait sa cheville, a indiqué à l'AFP un responsable de la police locale, Doroteo De-

lacruz. «On pense qu'il essayait de s'évader», a expliqué le policier, car «s'il était parvenu à se couper la jambe, il aurait réussi à ne pas déclencher l'alarme et il aurait eu 48 heures devant lui pour faire ce qu'il voulait».

Le suspect a peut-être voulu également se mutiler pour apparaître comme mentalement irresponsable à son procès et bénéficier d'un traitement spécial, a ajouté le policier. «Il ne nous a jamais vraiment donné la raison pour laquelle il a fait cela, sauf peut-être à son docteur ou à un prêtre», a-t-il indiqué, précisant que des tests psychologiques avaient diagnostiqué Jerry Scholes comme étant sain d'esprit.

La vitamine D dotée d'un potentiel médicinal puissant

Prendre des compléments de vitamines D pourrait réduire les risques de mortalité dus à des maladies comme le cancer ou le diabète, selon une étude publiée lundi, qui vient conforter l'idée selon laquelle les antioxydants auraient un important potentiel médicinal.

Les Dr Philippe Autier, de l'Agence internationale de recherche sur le cancer à Lyon, et Sara Gandini, de l'Institut européen du cancer à Milan, ont analysé les résultats de 18 essais cliniques conduits avant novembre 2006 sur 57.311 personnes de 50 ans et plus. Au cours d'une période moyenne de suivi de 5,7 années, les personnes qui ont pris de la vitamine D présentaient un risque de mortalité 7% moindre que ceux ayant pris un placebo, ont conclu ces chercheurs. Les doses prises par les participants étaient de 528 unités internationales. Dans neuf

essais cliniques où les participants ont eu des analyses de sang, leur organisme avait une teneur en vitamine D de 1,4 à 5,2 fois plus importante que ceux ne prenant pas de compléments. Ces résultats vont dans le sens d'études faites précédemment, qui indiquaient que des déficiences en vitamine D étaient liées à une mortalité plus élevée par cancer, maladies cardiovasculaires et diabète, responsables de 60% à 70% des décès dans les pays riches. «S'il existe des liens entre la carence de vitamine D et ces maladies, prendre des compléments de cette vitamine doit logiquement entraîner une baisse de la mortalité», écrivent les auteurs de cette recherche, qui ajoutent cependant que «les mécanismes par lesquels les compléments de vitamine D agissent pour réduire toutes ces causes de mortalité ne sont pas clairs».

Un voleur s'en prend à un aveugle... champion du monde de judo

Un jeune homme a tenté samedi à Giessen de dérober une cartouche de cigarettes à un non-voyant. Mal lui en a pris: la victime n'était autre qu'un ancien champion du monde de judo. Ayant à peine eu le temps d'asséner un coup au visage de la victime, en apparence fragile et sans défense, le

voleur s'est retrouvé projeté au sol, d'après la police. Le jeune voleur ne savait de toute évidence pas qu'il avait affaire à l'ancien champion du monde de judo catégorie non-voyant. Le handicapé de 33 ans a maintenu l'individu ébaï au sol jusqu'à ce que la police, appelée au secours, arrive sur les lieux.

Publicité

Dar Elbassair

Bonne nouvelle pour les crèches et les classes préparatoires

Agrée par le ministère de l'éducation nationale

Un ensemble pédagogique, soigneusement élaboré pour répondre aux besoins et aux exigences d'AUJOURDHUI

Grande section 5/6 ans	Moyenne section 4/5 ans	Petite section 3/4 ans
		
2 Guides pédagogiques (français-arabe) 6 Livrets pour enfant (arabe) 3 Livrets pour enfant (français) 10 Gravures d'exp- orale plastifiées 8 planches d'étiquettes 31 planches d'exp-écrite 2 Cassettes audio (français-arabe)	2 Guides pédagogiques (français-arabe) 6 Livrets pour enfant (arabe) 3 Livrets pour enfant (français) 10 Gravures d'exp- orale plastifiées 5 planches d'étiquettes 56 planches d'exp-écrite 2 Cassettes audio (français-arabe)	2 Guides pédagogiques (français-arabe) 2 Livrets pour enfant (arabe) 2 Livrets pour enfant (français) 10 Gravures d'exp- orale plastifiées 2 Cassettes audio (français-arabe)

ENSEMBLE PÉDAGOGIQUE
«AL MITAO»
 POUR L'ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE

**agrée par le ministère
de l'éducation nationale**

a des prix compétitifs

Dar Elhassair : 50 Rue Tripoli Hussein Dey - Alger Tél : 021 77 36 27 Fax : 021 77 36 25 - Oran : 054 86 03 35 -

Tlemcen : 063 47 80 33 - Boussaada : 054 86 03 28 - Setif : 054 50 41 56 - E-mail: darelbassair@yahoo.fr / darelbassair@hotmail.com

Euro-2008

Angleterre, Espagne et Portugal sous pression



L'Angleterre, qui accueille la Russie lors d'un des chocs de la journée, l'Espagne, qui reçoit la Lettonie, et le Portugal qui affronte la Serbie, se doivent de gagner aujourd'hui pour se replacer dans la course à la qualification pour l'Euro-2008.

Groupe A : Avantage Pologne, Portugal à l'affût

Le suspense reste entier avec quatre équipes en cinq points et un choc au sommet Finlande (18 points) - Pologne (20 points) dont pourrait profiter le Portugal (16 points) ou la Serbie (15 points) qui s'affrontent à Lisbonne. Le Portugal devra faire sans Marco Caneira ni Helder Postiga.

Groupe B : La France pour une option, l'Italie en danger

La France (19 points), sans Thierry Henry, peut prendre le large dans le groupe en battant au Parc des Princes son dauphin écossais (18 points). Avec un nul, les Bleus conserveraient également la tête du groupe. L'Italie (17 points), sans son métronome Gattuso également suspendu, joue gros à Kiev face à l'Ukraine (13 points) dos au mur.

Groupe C :

Choc entre les deux premiers

Le leader incontesté du groupe (18 points, 7 rencontres), la Grèce, se déplace à Oslo pour affronter la Norvège.

Une consécration pour le judo algérien Mohamed Meridja fait son entrée au comité exécutif de la FIJ

Le Japon a perdu son siège au comité exécutif de la Fédération internationale de judo (FIJ), un camouflet pour le représentant nippon et ancien champion du monde Yasuhiro Yamashita, a-t-on appris hier. C'est la première fois en 55 ans que le Japon, le pays où le judo a été inventé, n'est plus représenté au comité exécutif. «La voix du Japon sur la scène internationale va inévitablement en pâtir», affirmait hier le grand quotidien Yomiuri Shimbun. Yamashita, 55 ans, ancien champion du monde et champion olympique, était candidat à sa propre succession au poste de directeur pour l'éducation et l'entraînement du FIJ au congrès de Rio de Janeiro, où les championnats du monde de judo auront lieu de jeudi à dimanche. Mais il a été battu par 123 voix contre 61, lors du vote lundi, par son adjoint, l'Algérien Mohamed Meridja, qui bénéficiait de l'appui du nouveau président de la FIJ, l'Autrichien Marius Vizer, élu pour un mandat de six ans.

ge son plus proche poursuivant (16 points, 8 rencontres). Une victoire et les Grecs auraient une partie de leur billet en poche. Pour la Turquie (14 points), il faut à tout prix battre la Hongrie (9 points) qui reste sur une victoire surprise contre la Bosnie (13 points), laquelle se déplace en Moldavie.

Groupe D : La République tchèque pour une option

Avec 22 points, l'Allemagne qui dispute un match amical à Cologne contre la Roumanie est assurée de rester en tête du groupe. Même privée de Jan Koller (suspendu), auteur de son 50ème but en sélection samedi, la République tchèque (17 points) peut, elle, pratiquement assurer la 2ème place en battant l'Eire à Prague.

Groupe E :

L'Angleterre en reconquête

Quelque peu rassurée après sa victoire contre Israël (17 points), l'Angleterre (17 points) doit à nouveau vaincre, cette fois face à la Russie (18 points) à Wembley. Une victoire permettrait aux Anglais de revenir à la 2ème place derrière la Croatie (20 points), qui voyage à Andorre pour une formalité probablement synonyme de trois points.

Groupe F :

L'Espagne dos au mur

L'Espagne (3ème, 16 points), qui a sauvé l'essentiel en Islande (1-1) après avoir été menée (1-0) à dix contre onze, doit battre la Lettonie pour se replacer dans la course, dans une at-

mosphère tendue au sein de l'équipe après les divergences apparues entre le sélectionneur et les sélectionnés à Reykjavik. L'Irlande du Nord (également 16 points), battue en Lettonie, tentera de se reprendre en Islande.

Groupe G : Duel à distance

Le leader roumain (20 points) dispute un match amical en Allemagne, mais le duel remporté (2-0) par les Pays-Bas (2ème, 17 points) contre la Bulgarie (3ème, 15 points) samedi se poursuit mercredi à distance.

Les Néerlandais se déplacent en Albanie et la Bulgarie accueille le Luxembourg.

Aujourd'hui

(16 h): Kazakhstan - Belgique
(17 h): Finlande - Pologne
(21 h): Portugal - Serbie-Monténégro
(18 h): Lituanie - Iles Féroé
(19 h 45): Ukraine - Italie
(20 h): France - Ecosse
(18 h): Norvège - Grèce
(18 h 30): Turquie - Hongrie
(19 h): Bosnie - Moldavie
(17 h 30): Slovaquie - Pays de Galles
(18 h): Chypre - Saint-Marin
(19 h 30): République Tchèque - Eire
(17 h): Andorre - Croatie
(19 h 30): Macédoine - Estonie
(20 h): Angleterre - Russie
(19 h 05): Islande - Irlande du Nord
(19 h): Danemark - Liechtenstein
(21 h): Espagne - Lettonie
(18 h 30): Bulgarie - Luxembourg
(19 h): Slovénie - Belarus
(19 h 45): Albanie - Pays-Bas

Italie

Kaka, le mieux payé du Calcio



L'international brésilien de l'AC Milan, Ricardo Kaka, est le joueur le mieux payé du Championnat d'Italie de football, avec 6 millions d'euros nets par an, rapporte.

La Gazzetta dello Sport dans une étude sur les salaires des joueurs de Serie A publiée hier.

La masse salariale est la plus lourde (120 M EUR, y inclus les charges) à l'AC Milan, où les joueurs les moins payés - le Brésilien Digao (et frère de Kaka), l'Australien Kalac et le Français Gourcuff -, touchent pas moins de 1

M EUR net/an. Parmi les joueurs les mieux rémunérés figurent également le capitaine de l'AS Rome Francesco Totti (5,46 M EUR), le gardien de but de la Juventus Gianluigi Buffon (5 M EUR) ainsi que trois éléments de l'Inter: le Français Patrick Vieira, le Brésilien Adriano et le Suédois Zlatan Ibrahimovic (5 M EUR chacun). En tout, selon le quotidien sportif, les 20 clubs de Serie A dépensent 666 M EUR par an en rémunérations, ce qui permet à l'ensemble des joueurs d'empocher près de 368 M EUR nets.



Inter-régions Ouest

Regards tournés vers Mascara et Sig

M. Zeggai

Cette troisième journée du Championnat inter-régions Ouest sera marquée par plusieurs chocs dont les résultats pourraient déboucher sur quelques changements au classement général. Des trois coleaders, seul le GCM aura l'avantage d'évoluer à domicile avec la réception du WAM. Ces retrouvailles entre Mascaréens et Widadis de Mostaganem s'annoncent indécises.

D'un côté, le Ghali qui compte exploiter cette opportunité pour réaliser la passe de trois, et de l'autre, le onze de Beymouth déterminé à revenir avec un bon résultat lui permettant d'entrevoir la suite de la compétition avec sérénité. De son côté, l'IST sera l'hôte de la JSS qui semble avoir retrouvé ses marques, comme en témoigne son précieux nul rame-né de Remchi.

Les joueurs de l'Idéal de Tighennif sont donc avertis. La même remarque s'impose pour le CRBAET qui ira à Méchéria croiser le fer avec le SCM, auteur d'un bon début de saison. Pour sa part, l'ES Mostaganem n'a pas droit à l'erreur face à l'USR qui lui ren-

dra visite. Les Remchaouis ont prouvé qu'ils savent bien voyager et disposent de solides arguments à faire valoir. En tout cas, l'Espérance, qui semble être confrontée à quelques problèmes internes, est dans l'obligation de s'imposer pour confirmer son statut de favori à l'accession. Idem pour le SCMO qui aura à effectuer un long déplacement à Béchar. Les Oranais de Medioni ont les moyens de surprendre l'USBD. A Relizane, on aura droit à un beau derby qui mettra aux prises le RCR à son voisin de la JSMT. Deux équipes qui ont du mal à justifier leur rang d'ex-pensionnaires de l'élite. Les Oranais de l'USMO et les Maghnaouis de l'IRBM recevront respectivement l'ESB et le MCEB et peuvent par conséquent signer leur première victoire de la saison.

Demain (13 h)

Sig: JSS - IST
Maghnia: IRBM - MCEB
Mascara: GCM - WAM
Oran: USMO - ESB
Méchéria: SCM - CRBAET
Relizane: RCR - JSMT
Béchar: USBD - SCMO
Mostaganem: ESM - USR

Centre

Bentalha sur du velours

Fouad B.

Cette troisième journée sera marquée par un duel à distance entre les deux actuels coleaders, le WRB et l'IRBS. Les Bentalhis seront plus à l'aise pour conforter leur position en accueillant un nouveau promu, le WAB Tissemsilt.

En revanche, la mission de l'autre coleader, l'IRBS, ne sera pas de tout repos, même à domicile. Et pour cause : l'invité du jour, le WAR, donné comme favori pour l'accession, reste un dur morceau qui aspire à tout faire pour rebondir après un mauvais départ.

A suivre l'affiche des actuels outsiders à Oued R'hiau entre l'équipe locale et l'IRBSA. Un autre derby, celui de la Mitidja, se jouera malheureusement à huis clos, ce qui n'empêchera pas les Boufarikoïses de

tout faire pour se remettre en confiance. Idem pour les El-Biarois qui accueillent à Cheraga l'IBKEK. Les deux équipes qui vivent éternellement sur fond de crise interne se doivent de réagir pour espérer rester collés au groupe de tête.

L'IRB Laghouat qui a volé en éclats le week-end passé face à un autre club du Sud, Mekhadma, tentera de se refaire une santé avec la venue de Aïn Defla.

Le vent en poupe après son premier carton de la saison, Mekhadma ira en conquérant à Sour El-Ghozlane où l'ESG n'est que l'ombre d'elle-même. Le SKAF, à la traîne, tentera de profiter de la venue d'un nouveau promu pour gagner en confiance. Attention quand même à cette jeune équipe du CSN Laghouat qui s'est offert sans complexe la JSEB.

Demain (13 h 30)

Sour El-Ghozlane: ESG - MCM
Oued R'hiau : RCBOR - IRBSA
Cheraga: JSEB - IBKEK
Khemis Miliana: SKAF - CSNL
Boufarik (huis clos): WAB - ESMK
Sougueur: IRBS - WAR
Laghouat: IRBL - SCD
Baraki: WRB - WABT

Est

Jijel, pôle d'attraction

M. A.

Tous les regards seront braqués ce jeudi vers Jijel, cadre de la confrontation au sommet entre la JSD et l'ASBG, deux équipes qui ont affiché d'entrée leurs prétentions. Les gars de Bordj Guedir qui partagent le fauteuil de leader avec leurs homologues du NC Magra avec le plein de points en deux journées n'auront pas la tâche facile face à une formation de Jijel qui reste sur une grosse performance à Chelghoum Laïd face au HBCL. L'autre co-leader, le NCM, qui aura une oreille tendue vers Jijel, tentera de marquer son territoire avec la réception de l'ABM, même si les gars de Merouana ont des arguments à faire valoir. Des autres prétendants, à suivre le déplacement de la JSMS à Ouenza où logiquement les Skikdis semblent bien armés pour mettre à la raison la lanterne rouge dont le compteur est toujours

bloqué à zéro. Décevants depuis l'entame du championnat, deux ex-pensionnaires de l'élite, l'USMAB et l'USC se donneront la réplique à Aïn Beïda dans une rencontre où l'erreur est interdite pour l'une ou l'autre des deux équipes. A M'Sila, le NRB Garem tentera de profiter de la mauvaise entame du WRBM pour soigner son capital points, alors que l'ASAM est condamnée à la victoire sur ses terres face à l'ESSA et ce, pour ne pas perdre du terrain sur le duo de tête. A Guelma, pour chasser le doute, l'ESG est tenu par l'obligation du résultat face au HBCL, qui broie du noir.

Demain (13 h)

M'Sila: WRBM-NRBG
Jijel: JSD-ASBG
Ouenza: OSO-JSMS
Guelma: ESG-HBCL
Aïn Beïda: ... USMAB-USC
Magra: NCM-ABM
Aïn M'lila: ASAM-ESSA

Nationale Une - Mise à jour

L'USMAN et la JSK se neutralisent

Tayeb Zgaoula

Après une minute de silence observée à la mémoire du jeune supporter de l'USM Annaba décédé vendredi dernier dans un accident de la route, ce match a été entamé sur un rythme endiablé avec beaucoup d'engagement de part et d'autre.

Les protégés du nouveau coach Kamel Mouassa, en quête de rachat, se montrèrent les plus menaçants avant de subir après la première demi-heure la pression des visiteurs qui ne ratèrent pas le coche pour ouvrir le score à la 37ème minute par le revenant Amaouche. Quelques ins-

tants auparavant, El-Hadi Adel avait pourtant failli donner l'avantage à son équipe sur une magnifique reprise acrobatique que Chaouchi arrêta avec brio. La JSK maintenant le rythme réussit dans la minute qui suivit à creuser l'écart à la suite d'un penalty transformé en deux temps par Hemani (38ème min.). Pendant toute cette première période, les locaux, avec un Delalou et un Aliche en petite forme, et un Zidane bien mal à l'aise sur le couloir droit de la défense, n'arrivèrent pas à prendre à défaut une défense kabyle bien hermétique. A la reprise, après l'expulsion de Oussalah et les changements opérés par Mouassa, les Annabis jouè-

rent leur va-tout en optant par un jeu plus offensif qui s'avéra concluant, puisque, à la 69ème minute, Messaoud réussira à réduire la marque sur penalty. Ce but réveilla les 50.000 supporters qui garnissaient les tribunes et fouetta les camarades de Soltani qui continuèrent leur pressing. Les visiteurs ne réagissaient plus que par des contres sporadiques. A la 86ème minute, un centre en retrait de Soltani trouva la tête de Messaoud qui ne laissa aucune chance à Chaouchi, remettant ainsi les pendules à l'heure à la grande joie des milliers supporters qui sont restés malgré tout un peu sur leur faim, car s'attendant à mieux de leurs protégés.

USMBA

Un conseil d'entreprises pour résoudre le problème financier

M. O. Noureddine

La crise financière qui perdure au sein de l'USMBA a sonné le glas chez les joueurs, lesquels sont montés au créneau pour réclamer la régularisation de la première tranche de la prime de signature. En dépit des contacts établis et les démarches entreprises ça et là pour débloquer une situation qui porte préjudice au club et trouver la manne financière nécessaire pour faire face aux aléas, Kacem Aïda n'a pu jusqu'à présent honorer ses engagements à cause des impondérables qui ont fait retarder l'opération. Toujours aux prises avec le problème financier, le président de l'USMBA a tenu à tirer la sonnette d'alarme pour attirer l'attention du large public bel-abbésien. L'échéance retardée, les joueurs ont haussé le

ton avant l'entame de la séance d'entraînement de lundi matin, en débrayant pour exiger leur régularisation avant de revenir à de meilleurs sentiments en se montrant solidaires avant d'affronter l'USMH. Il faut dire que cette accalmie n'aurait pas été possible sans les promesses et l'engagement du président du conseil d'entreprises, installé fraîchement. Présidé par Mokaddem Abdelkader, ce conseil regroupe plusieurs entreprises privées lesquelles se sont mobilisées pour assurer le fonctionnement du club et apporter leur assistance en matière de finances. «Dans son plan d'action, ce conseil des entreprises projette de préciser les responsabilités de chacun et de doter le club d'un véritable exécutif pour gérer collectivement ses affaires», nous fait savoir son président Mokaddem

Abdelkader, qui ajoutera, «le conseil se réunira avec les joueurs après la rencontre contre El-Harrach pour mettre à exécution son programme», promettant ainsi la régularisation de la première tranche des joueurs.

Sur un autre registre, nous avons appris du président de l'USMBA, Kacem Aïda, lequel a adhéré à la stratégie du conseil des entreprises, qu'il a entrepris une action judiciaire dans laquelle il réclame une contre-expertise des créances antérieures. Quand bien il dit que ces créances sont dans la plupart des cas «exagérées voire fictives» et qu'il refuse de «cautionner les irrégularités».

A noter que ledit conseil a désigné un haut cadre financier de l'Etat, Khelladi Adda en l'occurrence et à titre bénévole, pour une gestion financière saine et rigoureuse du club.

MCE El-Eulma

Tirer des leçons de la saison écoulée

Khalil B.

Rencontré à Constantine lors du déplacement de son équipe, le président Bouden a bien voulu se livrer à nos lecteurs en revenant sur l'exercice passé et sur les perspectives d'avenir du Mouloudia d'El-Eulma. Abordant le sujet sur l'échec de la saison passée, il affirmera sans ambages, «il est indéniable que l'échec essuyé la saison passée est resté en travers de la gorge de tous les Eulmis, d'autant plus qu'il a été concédé lors de la dernière journée». Sur les raisons de cet échec, le président eulmi n'ira pas avec le dos de la cuillère en pointant un doigt accusateur en direction de «certaines personnes notoirement connues sur la scène sportive qui ne voulaient pas voir le MCEE rejoindre l'élite». Il poursuivra en ajoutant: «c'était un véritable complot ourdi par ceux qui avaient peur de la concurrence sur le terrain et en matière de finances notamment».

Concernant la saison actuelle, le président eulmi se déclare «optimiste au regard des efforts consentis au niveau de l'effectif dont l'ossature a été gardée et renforcée qualitative-ment et quantitativement par des



Ph.: Arch.

joueurs ayant un gros capital expérience et qui avaient évolué au palier supérieur au sein de formations huppées. Tous ces éléments évolueront sous la direction du coach Bouali connu et pour ses compétences et sa rigueur». A propos de l'entame quelque peu mitigée de cette nouvelle saison, il soutiendra que «son équipe renferme un potentiel appréciable auquel manque certainement la cohésion à laquelle remédiera le coach, et je reste persuadé que d'ici la cinquième ou sixième

journée c'est un autre Mouloudia d'El-Eulma que les sportifs découvriront». Pour les objectifs, le président soutiendra que le MCEE ne pourrait nourrir d'autres ambitions que celle de rejoindre la cour des grands. «Nous puiserons notre force de l'échec de la saison passée de laquelle des leçons ont été tirées». C'est dire donc, toute la détermination d'un président qui croit dur comme fer aux potentialités existantes et qui semble avoir mis les moyens de sa politique.

Handball - Nationale Une

Départ en trombe du MCA

Ali Sadji

Annonçant la couleur dès l'entame de cette saison 2007/2008, le MCA, champion d'Algérie en titre, est allé s'imposer largement à El-Harrouch, affichant ainsi ses prétentions. Autre victoire en déplacement, celle du TR Bab-El-Oued qui a pris la mesure de Boufarik, qui

débute mal sa nouvelle saison parmi l'élite. Le reste des rencontres de cette première journée a vu la victoire logique des équipes locales.

Il en est ainsi de Skikda qui s'est imposé devant Bordj Bou Arréridj, d'El-Biar qui en a fait de même face à la JSK et du SR Annaba qui a surclassé le dauphin du MCA la saison dernière, le

MC Saïda. La rencontre El Oued-WO Rouiba a été reportée à une date ultérieure.

Résultats			
GSB	28		TRBB 29
SRA	35		MCS 27
JSES	39		CRBBA .. 23
HBCEB ...	24		JSK 22
REA	22		MCA 39

USMH

L'accession, une obsession

Mohamed Lamine

L'USMH demeure toujours habilitée par l'obsession de l'accession, au même titre que ses nombreux supporters qui accompagnent plus que jamais leur équipe là où elle se déplace et remplissent les gradins du stade lorsqu'elle reçoit. Une pression que supporte très difficilement la troupe de l'entraîneur Khaled Lounici, obligée non seulement de gagner à domicile mais surtout de réaliser des matches de belle facture. Lounici dira que le soutien des supporters reste un atout important pour la réussite de son équipe, mais estime que celle-ci ne peut pas à chaque match joindre l'utile à l'agréable. Car l'essentiel pour lui est d'empocher les trois points à domicile et de réaliser des résultats positifs à l'extérieur. Il a été d'ailleurs dépit par les critiques acerbes dirigées contre lui par des personnes très proches du club et était prêt à remettre le tablier sans l'intervention de son président Laïb qui a réussi à lui faire changer d'avis.

L'entraîneur harrachi admet que lui et ses joueurs sont conscients de la tâche qui les attend et tout ce qu'il demande, c'est la compréhension des fans. «J'ai essayé, de former cette saison la meilleure équipe possible et je pense réellement jouer l'accession à fond. La saison n'est qu'à ses débuts et l'USMH n'a pas encore atteint sa vitesse de croisière, sachant que toutes les équipes de la Nationale Deux se sont renforcées et il ne sera pas facile de les battre à domicile ni de les mettre en échec à l'extérieur, mais on doit être toujours à la hauteur de la confiance placée en nous par la famille sportive harrachie. Les gens doivent savoir qu'il y a plusieurs paramètres qui rentrent en jeu et qu'il faut prendre en compte, tels le mauvais arbitrage et la méforme des joueurs qui arrive à tout moment, et ce, pour ne pas tomber dans l'erreur. Mais on est là pour faire accéder l'USMH en Nationale Une. Il y a aucun doute là-dessus», dira-t-il. Des propos qui disent long sur l'ambiance qui règne autour de l'équipe.

SA Mohammadia

Kardi Majdi croit en son équipe

Benchenine Houcine

Le SAM a bien démarré la compétition. En trois rencontres, l'équipe comptabilise six points pour deux victoires à domicile et une défaite à Béjaïa, ce qui est de bon augure pour l'avenir de cette formation, qui a chassé le doute malgré une composante remaniée, avec à sa tête un jeune entraîneur, Kardi Majdi. Ce dernier, qui aura prouvé à tous que seul le travail paie, a réussi à bâtir en un temps record une équipe performante où bon nombre de jeunes ont émergé, à l'image de Douar, Hedjari,

Zeghidi, Bousouar et El-Far. Kardi Majdi, qui a une entière confiance en cette jeune équipe, dresse un état des lieux. «Notre parcours est satisfaisant et l'équipe est appelée à faire mieux à l'avenir, notamment en déplacement, pour peu que les joueurs appliquent les consignes tout en suivant le schéma tactique adéquat. Il y a une parfaite cohésion entre les anciens et les nouveaux qui ont répondu à l'attente. Avec l'esprit de famille régnant au sein du groupe et l'adhésion de tous à notre politique, les résultats suivront dans un proche avenir et le SAM fera parler de lui».

Régionale Une Centre

Seize clubs pour un nouveau challenge

Fouad B.

Seize clubs dont deux nouveaux promus, l'OC Beaulieu et l'OC Azzagga, outre la JSB Menaiel qui est revenue de l'étage supérieur, seront ce jeudi sur la ligne de départ pour aller squatter une place en Inter-régions. Plusieurs formations ambitionnent d'accéder, mais il faudra batailler dur pour cela. La JSBM, reprise en main par le toujours jeune Ramdani, devra faire aussi avec des équipes comme le WBAB, le WBS, l'ESMB, l'USMC, le CRBDB et aussi le CAK. En tous les cas, ce coup de starter sera suivi avec beaucoup d'attention par les adeptes de cette division.

Les regards seront tournés en premier lieu vers Zemmouri pour le derby entre le CRZ et le JSBM.

Belle affiche en perspective à Boudouaou où l'Etoile aura du mal à passer son premier écuil, le CAK, qui s'est renforcé. Les «requins bleus» de Guyotville qui ne jouent que pour l'accession, partent favoris face au RC Boumerdès. L'IBL, auteur d'une belle saison l'an passé, aura du pain sur la planche contre une équipe de Cheraga qui aura également son mot à dire. A la Montagne, la JSHD se mesurera au CRBDB sur lequel il faudra compter. Maison-Blanche, prise en main par Bourzag et qui accueillera ses hôtes cette saison dans son stade communal vêtu d'une superbe pelouse synthétique, a de quoi nourrir beaucoup d'ambition. Difficile test d'entrée pour l'OC Beaulieu qui reçoit le WBS, et l'OC Azzagga qui sera en appel à Sidi Moussa.

Demain (13 h 30)

Zemmouri	CRZ	-	JSBM
Lakhdaria	IBL	-	USMC
B. El-Kiffane ..	CRBBK	-	ORBAK
Bourouba	JSHD	-	CRBDB
Oued-Smar ...	OCB	-	WBS
Aïn Benian	WBAB	-	RCB
Sidi Moussa ..	CBSM	-	OCA
Boudouaou ...	ESMB	-	CAK

■Achèterais véhicule Passat peu roulé ou Megane classique diesel 2006/2007 - Tél: 041.42.15.61 ou 078.59.13.42

■Vends 2 chenilles agriculture TG50 ann.86, bon état + Braba et Défenseur + Mercedes E220 ann.98 + achat Mercedes E270 Avant-garde, panoramique ann.04, 05 bleu jean - Tél: 071.60.12.42

■A vendre 307 HDI 2 portes couleur blanche ou échange contre voiture 4 portes + vends villa à Canastel - Tél: 072.53.98.25

■Vends élévateur électrique (Clark) 2T & 2 palans électriques 500K & Dumper G400. Oran - Tél: 066.63.63.08

■A vendre 1 bus marque ASIA année 2005, 80 places Oran ligne 51 avec agrément - Tél: 051.49.43.30 - 073.44.44.06

DIVERS

■Possède agrément de transit, cherche un associé - contacter 093.58.75.27

■Electrotechnique Oran répare sous garantie: four micro-onde, machine à laver, lave-vaisselle, réfrigérateur digital, climatisation et autres - Tél: 078.59.13.42 - 041.42.15.61

■Vous entendez mal? votre enfant entend mal? AUDIFEL vous offre un test d'audition prothétique gratuit. Pour prendre rendez-vous, téléphonez au 041.39.48.02 Oran - 031.91.24.85 Constantine.

■A vendre fauteuil roulant pour handicapé marque française (utilisable à la maison ou à la rue) avec accessoires - Tél: 073.62.62.56

■Vends 02 échafaudages métalliques mobiles haut. 8.50 m et 10.50 m avec tous leurs accessoires + 01 échafaudage pour maçon, superficie 70 m², extensible et divisible - Tél: 073.43.62.07

■Vends présentoir haute classe avec miroir et Mischler, 2 comptoirs en Mischler, 1 vitrine haute gamme pour parfumerie avec 1 porte, 4 présentoirs en bois de luxe, matériel complet - Tél: 061.20.42.07 - Contacter M. Hani

■A vendre ordinateur «DELL» Centrino - Nokia 8800 - DVD voiture - Camscope - appareil - P40 TO numérique - Rachid - Tél: 077.95.21.49 ou 00.33.6.87.33.50.14

■Vends Plotteur pour découpe de lettres autocollantes (Enseignes) 062.02.48.87

■Ets Froid et Clim. vous propose ses services: Installation et Isolation Chambre Froide, P/F Climatiseur, Chauffage, Maintenance avec garantie - N° Tél: 070.31.27.29 / 071.27.85.44

■Vends tunnel de surgélation, marque française, TBE, surgèle viande, poulet, poisson, fruit et légume, cap. environ 700 kg/H. - Contacter 069.48.39.48

■Vends mini-laiterie complète: 1 cuve de réception 550 litres - 1 cuve 5.200 litres - 01 pasteurisateur 2.000 litres/H - centrale de froid + chaudière à vapeur - 02 cuves 550 litres - 01 conditionneuse 1.500 L/H - 01 conditionneuse 3000 L/H - PD 1.100 U - Tél: 070.30.74.67 - 072.20.52.17

■Vends: 1 concasseur Primeur de marque Granier 80 T/H - 1 secondeur à percussion de marque Hazmag 20T/H - 2 Cribles de 4 m x 1,25 - 1 chargeur Liebherr L 551 - 1 pelle hydraulique marque Liebherr 921 - compresseur électrique E92 - ENMTP - Tél: 053.83.92.11 / 091.96.47.72

■Particulier cherche Fusil de chasse - 061.21.24.49

■Société de fromagerie vend machine portionneuse marque KUSTNER - Tél: 061.21.24.49

■Entreprise prend tous travaux de démolition, rénovation et gros oeuvres, prix très compétitifs - Tél: 050.79.64.42 - 041.41.10.83-053.50.27.04

■Vends un (01) groupe de soudure Denyo 400 A. (japonais) t.b.e pour soudure, découpe de charpente et (+) sortie 220 V - Tél: 056.79.13.71

■A vendre à SIDI BEL-ABBES matériel complet de boulangerie: four Tibiletti, pétrin, diviseuse, façonneuse, 08 chariots, 108 filets, refroidisseur - Tél: 070.97.95.06

■Ets privé situé à Oran spécialisé en confection et broderie cherche des ouvriers sur machine à broder et des couturières diplômées en haute couture avec expérience - Tél: 070.44.23.48

■Achat et vente de tous types de matériels informatiques, micro-ordinateurs, imprimantes, mobiliers de bureaux et aussi les PC portables, possibilité de déplacement aux niveaux de l'ouest. Mob: 071.77.66.20

■Entreprise bâtiment à Sidi Bel-Abbès recherche comptable femme avec expérience, outil informatique, carreleur, maçon enduit extérieur (façade) - Tél: 070.94.41.42 ou 070.91.77.09

■A vendre ou échanger, contre véhicule, une imprimerie complète, 2 offset de marque P.380 et M2850 1C., une platine H. un cylindre Audaix (42,5 x 39) et Massicot et fourniture + 57 cases Ar+Fr - Tél: 095.96.35.02

■A vendre glisseur Polyor 4,50 m moteur Suzuki 65 ch - Tél: 072.17.63.56

■Des difficultés scolaires? Contactez des professionnels! ASSISTANCE PLUS assure des cours de soutien (ttes matières) prim/moy/second. 32, Rue Alexandre Nobel «Place Fontanel» Gambetta - Oran - Tél: 041.53.30.27 - 040.22.59.51

■Cherche achat charpente métallique d'occasion, superficie environ 800 à 1200 m². Contacter M. Saidani - Tél: 076.45.82.76

■A vendre pour amateurs de pêche à la ligne matériel complet (moteur barque, lignes, etc.) - Tél: 070.33.13.58

■Tlemcen: A vendre compresseur neuf EN-MTP E28 - Tél: 043.26.59.57

■Vends agrafeuse pour carton ondulé, prix intéressant - Tél: 070.35.93.25

■Le Prestige - 14, rue Lamartine - Tél/fax: 041.39.42.66/39.41.05 - votre guide dans l'immob. de luxe: vous voulez investir, louer, acheter ou vendre votre bien, consultez le marché de l'immob. - n'hésitez pas à nous contacter, nous sommes disponibles 7/7 merci

■A vendre chiots bergers allemands de pure race, parents avec pedigree - Tél: 071.50.74.93

■Vends matériel complet de boulangerie bon état - Tél: 090.87.06.30

■Architectes, Installateurs, Mobilier urbain et matériels éclairage Belux vous invite à visiter son agence de Rouiba 8/9 Bt 3 cité des 75 logements près nouvelle APC et Indefoc Rouiba

■Nouveau catalogue mobilier urbain éclairage disponible à l'agence Belux de Rouiba - Contact Tél: 072.46.38.46

■Belux convie les acteurs de la ville de Tlemcen à des veillées ramadaniques, culturelles, conviviales, dans son agence Belux cité El-Bahdjia côté Sonelgaz Imama - Tél: 053.99.60.06

■A vendre plieuse-colleuse de boîtes pliantes (neuve): dispositif fond automatique, encollage supérieur double lecteur de codes, format 550 MM - Tél: 043.27.23.79 - 061.22.03.52

■A vendre Offset 2 couleurs Roland 202, 51 x 74 cm refroidisseur eau Hitema ECA neuf - Tél: 061.22.03.52

■Vente matériels de boulangerie: four rotatif (Agiv Fourmi) état presque neuf - Diviseuse Pani Record - Pétrin marque Rex - façonneuse marque Bertrand état très bonne occasion - Cont. Ali N° Tél: 095.74.90.28 -040.48.27.40

■Nouveau catalogue mobilier urbain éclairage disponible à l'agence Belux de Tlemcen. Contact Tél: 053.99.60.06

■Couple enseignant donne cours de math, physique et chimie pour niveaux primaire, 1è, 2è, 3è et 4ème A. moyennes et 1è, 2è et 3ème A. secondaires, préparation BAC 2008 - lieu de travail: Grande Terre - Tél: 041.46.70.65 - 055.40.34.30

■A vendre matériel de boucherie: hachoir Omega 32 + poussoir 5 kg fr + table 2 m + 2 congélateurs ENIEM 480 L - Tél: 052.62.21.32

■Possède local à Haï Khemisti 100 m² + véhicule + projet Chambre frigorifique en cours: Cherche partenaire (associé) - Tél: 072.13.05.41

REMERCIEMENTS

Les membres des familles **KERKEB, ZIDOUR et BENSaid** remercient les familles **BRIZNI, AOUS, BOUSMAHA, BOUARFI, TOURABI et CHIRIGUI** qui ont compati à leur douleur suite au décès tragique de **KERKEB Abd-El-Waheb** survenu le 05/09/2007 à l'âge de 68 ans.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».

SIKA EL DJAZAÏR

LEADER INTERNATIONAL, PRODUITS ET PROCÉDÉS POUR LE BATIMENT, LES TRAVAUX PUBLICS, L'HYDRAULIQUE ET L'INDUSTRIE. RECHERCHE POUR LA ZONE OUEST

Commercial

- Formation Ingénieur en Chimie ou Génie Civil, option Béton.
- Maîtrise parfaite du Français et de l'Arabe (Anglais apprécié).
- Age 25/35 ans.
- Permis de conduire.

Adressez CV et lettre de motivation au:

Sika® Fax: 021 50 22 08

Il ne sera répondu qu'aux candidatures correspondantes au poste recherché.

TLEMCEEN

A louer grand local 05 Niveaux

- * Sous-sol + R.D.C + 3 étages
- * Superficie: 400 m²
- * Sans séparations
- * Double façade
- * Sondage: 50 M
- * Convient pour société nationale ou étrangère

Sur grand boulevard à Kiffane (près Banques BARAKA, B.E.A, B.N.A, TRESORERIE)

Tél: 043.20.65.48 - Mob: 070.30.60.89

Sarl STCV informe que Monsieur KEBIR Mohamed ne fait plus partie de la société et décline toute responsabilité.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية وهران
مديرية التنظيم والتطوير العام
مصلحة الشؤون العامة
مكتب الجمعيات

وصل إشعار بتجديد مكتب

وبدأ على مستوى الجمعية العامة المزمع في 2007/03/17 والذي أجعل تقريرا على تشكيلته المكتب التنفيذي للجمعية العامة ذات طابع «تقني» لجمعية الجمعية لتلبية لتسديد الترخيص الجديد لجمعية الترخيص.

المجلس تحت رقم 897 بتاريخ 19/03/1981 المقيمة حاليا بـهران، بسيد التوجيه عيسى الكبير، بالقراري أن يتم وصل إشعار بزيادة مكتب اللجنة المكونة التي يرأسها السيد عيسى مسطحي.

التقرير المرفق بان المدة 17 من اعتماد القانون 31/99 المزمع في 04 ديسمبر 1999 المنقح بالجمعية، التي أن لا يتج على الغير بهذه التعديلات والتغيرات: لا يحد من تاريخ تفرده في جريدة يومية إخبارية واحدة على الأقل ذات توزيع وطني.

الوالي



PENSÉES - REMERCIEMENTS

C'est ton anniversaire **Sofiane**, et voilà 40 jours que tu nous as quittés en compagnie de **Rafik** ton ami.

Notre seule consolation est de vous savoir dans le meilleur des Mondes.



Sache que tu es présent dans nos coeurs, nos esprits, nos gestes.

Dans l'attente de nos retrouvailles gros bébé, nous implorons le Tout-Puissant de t'accorder son Jardin d'Eden.

De même que nous demandons à toute personne qui aura connu **Sofiane et Rafik** d'avoir une pieuse pensée pour ces 02 anges.

C'est maman, papa, Med et Larbi.

Que toute personne qui, de près ou de loin, a partagé notre malheur et compati à notre perte, soit assurée de notre gratitude et de nos remerciements les plus sincères.

La famille ATTAR



CONDOLÉANCES

Monsieur le Directeur Régional, l'ensemble du personnel d'Air Algérie Oran, profondément attristés par le décès de **M. ISSIAKHEM RACHID**

Oncle de Monsieur DJELOUAT MOURAD, présentent à toute sa famille leurs sincères condoléances et l'assurent, en cette douloureuse circonstance, de leur profonde sympathie. Puisse Dieu, le Tout-Puissant, accorder au défunt sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.

Société

recrute

♦ Electromécaniciens

Conditions:

- * Diplômés
- * Résider à Oran
- * Expérience exigée

Envoyer CV au
041.32.69.06

NIHEL VOYAGES OMRA

Agence de Voyages et de Tourisme

RAMADHANE 2ème quinzaine

Hôtel 3 Etoiles à 250 m d'EL HARAM

31, Avenue Cheikh Khaldi Aek - Bastié - Oran

Tél. fixe: 041.45.68.66 / 041.45.67.29

Mobile: 070.99.90.47 - 070.99.90.58

Sarl STCV

recrute

AGENT COMMERCIAL

- Expérience exigée minimum 05 ans
- Maîtrise de l'outil informatique
- Maîtrise des langues: arabe, français, anglais
- Disponible pour tout déplacement

Envoyer CV avec photo au Z. ind. Es-Sénia
BP 158 - ORAN
Ou par Fax: 041.58.19.18

Importante société privée spécialisée dans la production agroalimentaire

Recrute dans l'immédiat

A- 02 MÉCANICIENS DE MACHINES SERTISSEUSES:

- Expérience dans le domaine exigée min (03 ans)
- Esprit d'analyse et de synthèse
- Vivacité
- Sens relationnel
- Bonnes notions d'arabe, français - écrites et parlées

Envoyer CV et photo à:
BP 261 - Hassi Bounif - Oran

DÉCÈS

Les familles **BOUAMRANE, GHEZALI, DADOU et MOKHEFI** ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur mère et grand-mère

Mme GHEZALI, née BOUAMRANE Fatima survenu le 07/09/07.

L'enterrement aura lieu le mercredi 12/09/07 à Mostaganem. Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connue, d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Puisse Dieu, le Tout-Puissant, l'accueillir en son Vaste Paradis.

إِنَّا لِلّٰهِ وَإِنَّا إِلَيْهِ رَاجِعُونَ

DÉCÈS

Les familles **ALI CHAOUCH, MAHDAD, FARDEHEB, BOUCHEMA, FERTIKH,**



LACHACHI EL KSOURI et **HADJADJ** ont la douleur de faire part du décès de leur très cher regretté père et grand-père

ALI CHAOUCH OMAR

survenu à l'âge de 76 ans le 09/09/2007. Puisse Dieu, le Tout-Puissant, l'accueillir en son Vaste Paradis. «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons».

PENSÉE

C'est avec douleur et des pleurs que j'écris cette pensée. Une année qui passe sans toi, cher frère

KHIAT Mohamed Amine

Tu ne donnais pas beaucoup d'importance à cette vie. Tu la prenais comme elle venait, et surtout tu faisais ton devoir envers le Bon Dieu et envers ta famille. Pour cela, tu as laissé un grand vide, et tu as laissé une bonne image de ta personne et tout le monde t'estime et ne pense que du bien de toi. Que Dieu t'accorde sa Miséricorde et t'accueille en son Vaste Paradis.

Repose en paix cher frère Amine.

Ta famille



REMERCIEMENTS

La famille

AZOUIGH,

parents et

alliés

remercient

tous ceux qui

ont compati,

de près ou de loin,

à leur immense douleur

suite au décès de leur

cher et regretté

AZOUIGH Ali

survenu le

02 septembre 2007.

A Dieu nous appartenons

et à Lui nous retournons.



40ÈME JOUR

A la mémoire

de notre cher et

regretté père et

oncle

M. ADDOU

Morad

décédé le

05 août 2007.

En ce triste souvenir, sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu, d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire et de prier Allah de l'accueillir en son Vaste Paradis. «Inna Lillah Oua Inna llayhi Rajiouna»

Nous ne t'oublierons jamais.

Ta fille et ton neveu



PENSÉE

A la mémoire de notre très cher mari et père

Hadji KHIAT Mohamed Amine

Cela fait déjà

une année, le

12.09.2006, que tu

nous as quittés, et

tu es parti si vite.

Ton souvenir fait

jaillir nos désirs, de

partager avec nos

enfants, nos pro-

jets, nos moments

de joie. Tu étais le

trésor, le pilier de la maison et la joie de

tes enfants. Un papa et un mari dévoué,

généreux et affectueux. Que ton repos

éternel soit aussi doux que ton coeur. A

tous ceux qui l'ont connu et aimé, d'avoir

une pieuse pensée à sa mémoire.

Ton épouse et tes enfants

Abdillah, Mehdi et Nihad



A vendre lot de terrain 2.500 m²
clôturé avec plate-forme
construction d'un poste électrique
Nedjma ex-Chteibo
Curieux s'abstenir
Tél.: 055.02.55.02

Vends ou loue
Groupe électrogène
1125 KVA - ORAN
Tél: 072.05.12.53



EPE-SPA au capital social de 300.000.000 DA

Direction Logistique

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

Les soumissionnaires, intéressés par l'avis d'appel d'offres national et international N°: 061/2007 C.L, ayant pour objet la fourniture des lots suivants:

- * Lot N° 01: Tôle aluminium striée.
- * Lot N° 02: Tôle aluminium lisse

sont informés que la date limite de dépôt des offres, prévue initialement le 05 septembre 2007, est prorogée au 20 septembre 2007.

A N°25/3311/C



ENTREPRISE DE PROMOTION IMMOBILIERE ET DE CONSTRUCTION
BOUDALIA NAZIR

VENTE SUR PLANS

75 LOGEMENTS LSP HAI ELYASMINE BIR EL DJIR



- ❖ *Vente de logements LSP type F2, F3, F4.*
- ❖ *Vente de locaux commerciaux.*

POUR TOUTE INFORMATION ET RESERVATION :

➤ *Siège Social :*

03, BIS RUE MIRAUCHAUX
PLACE DES VICTOIRES ORAN

➤ *Tél:* 040 22 33 10

➤ *Fax:* 015 02 88 60

Société privée, spécialisée dans l'audio-visuel et le multimédia,
ayant son siège à Oran,

recrute

1°- UN RESPONSABLE COMMERCIAL:

- Diplôme dans la filière
- Expérience de 05 à 10 ans dans un poste similaire
- Sens des responsabilités
- résider à Oran ou environs

2°- DEUX (02) INGÉNIEURS EN ELECTRONIQUE OU ELECTROTECHNIQUE

- Diplôme dans la filière
- Expérience de 03 à 05 ans
- Esprit d'initiative et sens des responsabilités
- Résider à Oran ou environs

Avantages:

- Cadre de travail agréable
- Possibilité d'évolution
- Salaire selon compétence

Envoyer CV détaillé avec numéro de téléphone au fax: 041.534.863

AVIS

CHANGLIN CO L.T.D
informe son aimable clientèle que
désormais



CHANGLIN MACHINE ALGERIE
BIRTOUTA - ALGER
Siège social: Lotissement 63 N°51 BIRTOUTA - ALGER
Tél : +213 (0) 21 443 209 +213 (0) 21 443 239
Fax: +213 (0) 21 400 947
e-mail: cma@wissal.dz

**est notre seul Représentant
Officiel et Exclusif en Algérie**

MISE EN GARDE

CHANGLIN CO L.T.D
informe son aimable clientèle que
Changlin Algérie - Dar El Beïda
n'est plus notre représentant
depuis octobre 2006

SOVEPROAM

A l'approche du mois sacré du Ramadhan, et pour contribuer à réduire la tension des prix de la pomme de terre, dans la wilaya de Mostaganem,

La Société SOVEPROAM annonce qu'elle met, à la disposition des foyers, 1000 tonnes de pomme de terre d'origine Canada, au prix de **15 DA** le kg, conditionnée en sacs de **40 kg**.

Points de vente:

- Chemin des Crêtes - Mazagran
- Ouled El Bachir (Siège Soveproam):

Tél: 045.26.60.35 / 045.26.60.39 - Fax: 045.26.60.41

Saïd Barkat à Constantine L'autosuffisance pour les semences en attendant

Kamel Benmohamed

La visite, hier, du ministre de l'Agriculture Saïd Barkat à Constantine, sans préjudice des polémiques «épiques» qui ne manqueront pas, à l'évidence, d'occuper outrageusement les devants de la scène médiatico-gouvernementale, autour de sa déclaration à l'emporte-pièce et qui a surpris plus d'un - «nous sommes satisfaits, dira-t-il, au moins sur un point: le pain se vend à pleins paniers sur les trottoirs» -, s'est déclinée au pas de charge, d'un site à l'autre, à l'enseigne d'un seul leitmotiv: l'autosuffisance annoncée à «l'horizon 2012". En attendant, sur le registre strict de la production nationale des céréales et qui est officiellement de 4,3 millions de tonnes, il y a loin de la coupe aux lèvres quand on sait que les besoins réels du pays culmineraient actuellement jusqu'à 7 millions de tonnes.

A la vérité, pour le public non averti, le risque de confusion est grand, tellement la notion d'autosuffisance emprunte des chemins complexes dans l'argumentaire du ministre.

Saït Barkat qui a procédé à l'inauguration officielle de l'extension du siège de la coopérative des céréales et de légumes secs (CCLS)

d'El-Khroub, a rendu, en effet, un hommage appuyé aux agriculteurs et aux professionnels de l'agriculture «qui ont permis au pays, soulignera-t-il, grâce aux efforts qu'ils ont déployés et qu'ils ne cessent de fournir au fil des saisons, d'assurer une autonomie totale dans le domaine de la production... de la semence». «L'Algérie n'importe désormais aucun grain de blé destiné à la semence grâce à une production nationale suffisante et de très bonne qualité», martèlera-t-il, comme pour stimuler les énergies et remonter un moral en berne des décideurs, autour de la couverture des besoins en produits agricoles de large consommation, notamment en matière de blé dur et tendre, de la pomme de terre et du lait, sachant que le FNDRA et le pactole dépensé en soutien financier accordé par l'Etat n'ont pas fait de miracle.

Comme chacun voit midi à sa porte, le directeur de wilaya des services agricoles de Constantine s'est contenté de son côté de louer les bons résultats engrangés par la wilaya qui occupe cette année, dira-t-il, «le premier rang à l'échelle nationale pour la production de semences céréalières avec 810.000 quin taux, avec un rendement moyen de

27 quintaux à l'hectare». Concernant la production de céréales collectée dans la wilaya, au cours de la campagne 2006/2007 arrêtée à la date du 31/08/07, les satisfecit sur les semences tournent à la déroute, sur le sujet, avec le chiffre annoncé de 830.200 qx. Le fait est que la voie ferrée qui assure l'approvisionnement des silos du complexe «céréales et légumes secs» du Khroub en céréales à partir du port de Djendjen est le seul véritable cordon ombilical, celui de l'importation bien sûr, qui garantit les équilibres sur le marché national. Résultat des courses, les coûts des céréales qui se sont multipliés par 5 sur les marchés mondiaux, le blé dur atteint des sommets à 4.200 DA le quintal.

Les effets climatiques et la canicule auront bon dos, longtemps, comme ce fut le cas pour la crise de la pomme de terre, mais ils ne dédouaneront jamais la production nationale en produits agricoles de large consommation de ses contre-performances endémiques. A l'évidence, l'autosuffisance malgré les apparences, les paniers de pain «parsemés» sur le macadam de nos villes et villages, ne court pas les rues, pour l'heure, dans le Polygone.

Campagne de solidarité envers les plus démunis «Nous suivrons à la trace le cheminement des dons»

D. Bentahar

Le parc pour véhicules appartenant aux services de la wilaya sis face à la caserne de la Protection civile sur la route de Sétif a été hier le cadre du passage de relais entre les autorités de wilaya chargées de la logistique relative au volet Solidarité-Ramadhan (2^{ème} version) destinée aux plus nécessiteux des ménages de la grande métropole constantinoise et la douzaine de communes que compte cette dernière. M. Abdelmalek Boudiaf a tenu à superviser personnellement cette opération de dispatching des quantités relativement consistantes composées de denrées alimentaires de première nécessité (semoule de blé, farine panifiable, huile végétale, sucre en vrac, café moulu) ainsi que de celles dites de tout avenant (pâtes alimentaires, tomate concentrée, légumes secs, condiments, produits d'apparat, etc.)

Présidents des assemblées communales et responsables de l'action caritative ont ainsi été destinataires après signature de procès-verbaux de livraison, des lots alimentaires emballés sous la forme de packs condensés dont ils assureront à leur tour la distribution au détail (et au jour le jour pendant le mois de carême), à l'endroit des résidents inscrits sur les listes d'indigence de leurs commu-

nes respectives. Et ce, dès la veille du premier jour de jeûne. Le wali, dont les services compétents ont pour rappel débloqué une enveloppe financière de l'ordre de 8,950 millions de DA exclusivement dévolus à cette opération circonstancielle, était présent lors de cette entame de la vaste campagne de solidarité sociale afin de lancer également un message pour plus de prodigalité à l'endroit du large mécénat citoyen, qui ne s'impliquerait pas encore comme il le faudrait selon l'avis de moult superviseurs de cette opération.

Cette implication parallèle justement «viendrait compléter la dynamique déjà engagée sur le terrain pour ce faire par l'intermédiaire des entreprises économiques publiques et privées, ainsi que par l'autre grande organisation caritative spécialisée dans le tout humanitaire qu'est le Croissant-Rouge algérien (CRA)», selon les responsables. Le CRA assurera pour cette saison 16 méidat Ramadhan, 7.000 couffins/jour et 3.000 lots de fournitures scolaires.

Ainsi, et une fois le relais transmis aux élus communaux, le wali a insisté sur «l'impérieuse nécessité de veiller à ce que cette aide de subsistance en plein mois de jeûne soit transmise à qui de droit. Aucune entache à ce processus que nous exigeons des plus rigoureux et équitable ne sera tolérée. Je superviserai

en personne la distribution des divers lots par le biais de visites inopinées qui seront effectuées à travers l'ensemble du territoire de la wilaya, et ce dès la semaine prochaine», a-t-il averti à la cantonade. Piquant au passage et au vif «ces nantis qui persistent à ripailler sur le dos des pauvres gens sans vergogne ni retenue aucune. Envers ces citoyens indélégats nous serons nous aussi sans aucune sorte de complaisance».

A ce propos, il faut savoir rappeler que le ministre de la solidarité Djamel Ould Abbès avait dénoncé également, lors de sa dernière visite à Constantine, avec fermeté ce genre de scandale au couffin, et à titre de parade celui-ci compte doter dans les plus brefs délais son département d'un fichier électronique ad hoc répertoriant tous les citoyens démunis.

Il vient de le rappeler avec insistance lors de son dernier déplacement sur le Vieux Rocher en mettant en exergue le fait que «la fraude aux couffins du Ramadhan (et par extension celle menée pour contrecarrer celle en rapport avec l'ensemble des autres aides étatiques et subventions solidaires) sera combattue de manière systématique afin de mettre le holà aux opportunistes indécents, aux vrais faux bénéficiaires qui ne rebutent guère à manger à tous les râteliers».

Les diabétiques et le Ramadhan

A. C.

Les animateurs de l'association locale des diabétiques (ADIC) ont organisé hier matin au siège du centre culturel Abdelhamid Benbadis, une rencontre de sensibilisation en direction des adhérents diabétiques. Selon les organisateurs, c'est à l'approche du mois sacré du Ramadhan que cette rencontre est organisée,

afin de donner le maximum d'informations et d'orientations aux malades sur les problèmes de santé qu'ils peuvent rencontrer durant ce mois de jeûne. Le diabète étant une maladie spécifique qui nécessite un régime alimentaire particulier, des conseils sont prodigués aux malades qui souhaitent jeûner.

Pour ce faire, des spécialistes de cette maladie ont été invités afin

Université Mentouri Plus de 16.000 nouveaux inscrits

F. Boucheriba

La rentrée universitaire 2007/2008, prévue officiellement pour le 1^{er} octobre, se prépare dans des conditions assez favorables à l'université Mentouri de Constantine, si l'on en croit les propos de M. Latreche, vice-recteur chargé de la pédagogie. Selon le même responsable, les inscriptions définitives arrêtées au début du mois d'août dernier ont concerné 16.033 nouveaux étudiants au niveau de l'ensemble du campus universitaire, dont 65% de filles et 35% de garçons, et intégrant près de 55% d'étudiants venus de l'ensemble du territoire national, et en particulier de la région de l'Est algérien, notamment des wilayas de Mila, Skikda, Oum El-Bouaghi et Guelma. Toutefois, ce chiffre pourrait augmenter avec la prise en charge de certains cas particuliers d'étudiants en retard quant à leurs inscriptions pour des motifs majeurs.

Le vice-recteur chargé de la pédagogie a indiqué qu'un bureau spécial consacré au traitement de ces particularités, et dont les travaux n'ont pas encore été achevés, a été ouvert pour le traitement de ces cas particuliers. Une fois cette opération clôturée, le nombre définitif de nouveaux inscrits pourrait éventuellement atteindre le seuil de 17.000 étu-

dants, sur un total de 64.000 étudiants. Le nouveau système d'enseignement supérieur à savoir le LMD, qui était jusque-là quelque peu méconnu, mais aussi rejeté par la majorité des étudiants, a vu l'inscription de 42% d'étudiants. Il faut rappeler que 11 nouvelles filières seront intégrées cette année à l'université Mentouri dans le cadre du LMD, en plus de l'ouverture de 27 promotions de Master.

Questionné sur d'éventuelles contraintes liées au manque d'encadrement, M. Latreche a confirmé que le nombre d'enseignants que compte l'université Mentouri estimé à 2.500, cumulé à un nombre important d'associés et de vacataires, en plus de la dernière opération de recrutement qui a concerné 150 enseignants, la situation est estimée assez maîtrisée et que de ce fait aucune crainte n'est à appréhender à l'horizon de cette année universitaire. Quant aux infrastructures d'accueil, avec la mise en fonctionnement du nouveau pôle universitaire de la nouvelle ville Ali Mendjeli, d'une capacité de 4.000 places pédagogiques, la situation est plutôt favorable. A noter que ce pôle accueillera cette année les étudiants des disciplines «délocalisées» du campus de Ain El-Bey, à savoir les sciences économiques et les sciences humaines.

Emboutillage au centre-ville

Jamais, de mémoire de Constantinois, pareil embouteillage à celui constaté en cet après-midi du lundi n'a été enregistré en ville. Des centaines de véhicules étaient bloqués un peu partout à travers les artères de la ville. Que ce soit au centre-ville, dans l'avenue Zâamouche, ou à la Pyramide, les voitures étaient pare-chocs contre pare-chocs, dans une chaleur étouffante. Cette situation exceptionnelle due à la rentrée scolaire et aux derniers préparatifs du mois de Ramadhan, a été aggravée par le blocage de la circulation depuis la route d'El-Ménia, où un énorme porte-char s'était renversé, ce qui a nécessité le détournement des véhicules qui devaient emprunter la route de la corniche.

Dix hectares de terre agricole ravagés par le feu

Les incendies reprennent dans la région de Constantine. Des terrains agricoles d'une superficie de plus de dix hectares ont été, lundi, la proie des flammes. L'intervention des pompiers était d'autant plus urgente qu'un verger de quelque 5.000 pommiers, une dizaine de vaches laitières, une cinquantaine d'agneaux et 30 ruches et des habitations étaient directement menacés par ces incendies. Toujours est-il qu'outre leur extinction, les éléments de la protection civile ont placé des piquets de surveillance tout le long du verger et des fermes situés le long de la route, près de la ville de Ain Abid.

Le poulet a la cote

Bien que l'on s'y attendait un peu, la flambée des prix des viandes blanches a surpris les Constantinois. Hier matin, le kilo de poulet est brutalement passé de 220 à 280 dinars ! « A la veille du mois de jeûne, on s'attendait à une certaine hausse, ont dit des clients, mais pas de 60 dinars d'un coup. On nous annonce déjà la couleur. » D'ailleurs, même la viande de dinde moins prisée a enregistré une augmentation de 20 à 30 dinars le kilo. L'escalope est dorénavant vendue 480 dinars le kilo. La plupart des clients se disaient « décou- ragés » par cette valse des prix.

Aide aux SDF

Une troisième opération de recueillage des sans domicile fixe a été déclenchée dans la matinée du lundi par les services de la protection civile accompagnés par des policiers et des agents de la direction de l'action sociale. Deux hommes ont été recueillis et emmenés par ambulance vers les locaux de Diar Errahma du Djebel Ouahch, où ils ont été pris en charge.

A. C.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Redjimi Chérifa, 102 ans, cité Djebel Ouach
Ghezghouz Fatma Zohra, 57 ans, CHU
Grine Belkacem, 83 ans, CHU



بنك التنمية المحلية
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Direction du Groupe d'Exploitation d'Oran «833»

MESSAGE DE CONDOLÉANCES

Le Directeur du Groupe d'Exploitation d'Oran de la Banque de Développement Local et l'ensemble du personnel, ayant appris avec tristesse le décès de notre collègue

Melle MEGDAD Yamina,

Employée principale à la Direction du Groupe d'Exploitation d'Oran, présentent leurs condoléances à sa famille et prient Dieu, le Tout-Puissant, d'accueillir la défunte en son Vaste Paradis.

*«A Dieu nous appartenons et
à Dieu nous retournons»*

CONDOLÉANCES

Le Président, les membres du Conseil d'administration, le Directeur Général, le Conseil syndical, le Comité de participation et l'ensemble du personnel de l'Entreprise Nationale des Industries Electroniques, profondément attristés par le décès du

Fils de Monsieur TSOULI Abdelwahab lui présentent, ainsi qu'à toute sa famille, leurs sincères condoléances et les assurent, en cette douloureuse circonstance, de leur profonde sympathie. Puisse Dieu, le Tout-Puissant, accorder au défunt sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en son Vaste Paradis.

CONDOLÉANCES

Le Président-Directeur Général et l'ensemble du personnel du groupe E.R.C.E et ses filiales, ayant appris le décès de

M. AÏT SI MOHAMED

ex-Directeur Général de la SNMC, présentent à sa famille leurs plus sincères condoléances, et l'assurent, en ces circonstances, de toute leur sympathie.

CONDOLÉANCES

Le Directeur Territorial M. BOUNEMEUR AZZOUZ, ainsi que l'ensemble du personnel de la DTT de Constantine, très affectés par le décès de

M. KHIREDINE Mostefa

cousin et beau-frère de M. le Président-Directeur Général d'Algérie Télécom M. KHIREDINE Slimane, présentent leurs sincères condoléances à toute sa famille et l'assurent, en cette pénible circonstance, de leur profonde sympathie. Que Dieu Tout-Puissant accorde au défunt sa Sainte Miséricorde et l'accueille en son Vaste Paradis. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

MILA

Du nouveau à l'école primaire

B. Bousselah

À fin de répondre aux besoins des parents d'enfants en difficulté scolaire (troubles psychologiques et de langage), une première classe spécialisée sera ouverte incessamment dans l'une des écoles primaires de ferdjioua, apprend-on de bonne source. Cette classe

d'adaptation bénéficiera de l'appui pédagogique de la direction de l'Action sociale. Ainsi donc une maîtresse spécialisée, un psychologue-pédagogue et une orthophoniste seront désignés pour encadrer cette catégorie d'enfants qui évolue jusque-là dans un environnement inapproprié. Une multiplication des classes d'adaptation dans les autres circons-

criptions pédagogiques qui enregistrent un nombre important d'écouliers qui ont besoin de soutien, libèrera certainement les parents, de certaines inquiétudes démesurées.

Dans le même contexte, une classe préparatoire pour les enfants âgés de plus de cinq ans, vient d'être ouverte pour la 1ère fois dans l'Ecole des jeunes aveugles de Chelghoum Laid.

Programme de 2.500 logements sociaux

Les secteurs de l'Habitat, des routes et de l'Enseignement supérieur se taillent «la part du lion» dans le programme complémentaire décidé au bénéfice de la wilaya de Mila par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, au cours de sa récente visite de travail dans cette wilaya. Ce programme additionnel, évalué à 10,032 milliards DA, permettra le financement d'une série de projets destinés, selon le wali, à «consolider l'action de développement menée dans la wilaya de Mila et à répondre avec davantage d'efficacité aux besoins exprimés par la population locale. Cinq milliards de

DA seront ainsi consacrés à la réalisation de 2.500 logements sociaux locatifs et 2.000 logements ruraux qui devraient «atténuer de manière sensible la tension sur l'habitat», dira-t-il.

Les travaux publics, avec une rallonge de l'ordre de 1,5 milliard DA, sont le second secteur bénéficiaire de ce programme complémentaire qui donnera lieu à la création et à la réhabilitation de chemins communaux pour le désenclavement de 8 communes et à l'entretien de nombreux chemins de wilaya.

La réalisation de 2.000 places pédagogiques et de 1.000 lits d'hébergement supplémentaires au niveau

du centre universitaire sera, d'autre part, financée à hauteur de 1,2 milliard DA. Cette enveloppe, précise-t-on, servira également à la construction, au niveau de ce même campus qui ouvrira ses portes en 2008-2009, d'une bibliothèque centrale et d'un restaurant universitaire. L'Hydraulique, avec une dotation de 670 millions DA, les structures administratives (661,15 millions DA), la Jeunesse et les sports (122 millions DA) et l'Urbanisme (100 millions DA) complètent la liste des projets qui bénéficieront de la rallonge budgétaire décidée par le chef de l'Etat au profit de la wilaya de Mila.

ANNABA

Le tourisme veut mieux faire

L'enjeu du développement touristique «impose la nécessité de se doter d'un cadre stratégique de référence et d'une vision à l'horizon 2005", a indiqué, lundi à Annaba, le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, M. Cherif Rahmani.

A l'ouverture des travaux des premières assises régionales de l'Est sur le tourisme, M. Rahmani a précisé, à ce propos, que «ce cadre stratégique doit reposer sur des objectifs fixes par le schéma-directeur d'aménagement touristique (SDAT)». Le SDAT, qui constitue, a-t-il expliqué, un instrument privilégié d'aménagement et de développement durable du territoire, s'articule autour de cinq dynamiques essentielles devant être prises en considération lors de l'élaboration des pôles d'excellence touristique. Il s'agit, a-t-il précisé, «de la valorisation de la destination Algérie pour accroître l'attractivité, du développement d'excellence du tourisme, de l'initiation du plan qualité du tourisme, de la promotion de la chaîne touristique et de la stratégie

de financement opérationnel». M. Rahmani a, d'autre part, souligné que ces assises, auxquelles participent les cadres de différents secteurs d'activités et les intervenants dans le tourisme au niveau des wilayas de Annaba, Guelma, Souk Ahras, Tébessa et Skikda, représentent une opportunité pour débattre des préoccupations de ce secteur et des propositions pratiques dans le but de développer le tourisme en l'Algérie. Evoquant les grande tendances du tourisme mondial notamment celles prévalant dans les pays du bassin méditerranéen, le ministre a estimé que «l'Algérie dispose de grandes potentialités touristiques susceptibles d'être mieux valorisées et rentabilisées». La valorisation de ces potentialités exige, a soutenu M. Cherif Rahmani, une réponse aux insuffisances que connaît le secteur, carences qui se matérialisent à travers des sites touristiques non entretenus et insuffisamment mis en valeur, à travers le déficit constaté dans les capacités d'accueil et le manque de qualification et de professionnalisme du personnel notamment, entre

autres. Huit ateliers de travail ont été, par ailleurs, constitués lors de ces assises dans le but de sortir avec des recommandations allant dans le sens de l'élaboration d'une esquisse de la nouvelle stratégie locale et territoriale du pôle d'excellence touristique de l'Est.

En marge de ces assises, M. Rahmani s'est rendu dans la zone touristique de Oued Bagrat (Séraïdi) qui s'étale sur 140 hectares et est prête à accueillir des projets d'investissement. Il a insisté, à cette occasion, sur la nécessité de préserver les espaces protégés et interdits aux constructions avant de prendre connaissance des offres d'investissement ciblant la zone d'extension touristique de la corniche annabie où il est prévu la construction d'un parc citadin d'une superficie de 121 hectares. M. Rahmani a clos sa visite en se rendant au port de Annaba où il s'est enquis des possibilités d'aménagement touristique visant la création d'espaces sur la ville pour en faire des lieux récréatifs au profit des habitants et des touristes.

EL-TARF

Le casse-tête de la distribution d'AEP

A. Ouelâa

Ce n'est un secret pour personne, le problème de l'approvisionnement en eau potable, dans de nombreuses communes et localités de la wilaya d'El-Tarf, demeure aléatoire à longueur d'année. Sa distribution est parcimonieuse par endroits à cause notamment des sempiternelles fuites d'eau dues à des conduites souvent usées et qu'on colmate dans la plupart du temps, de façon anarchique, avec des méthodes de bricolage. Des programmes qu'on porte à la connaissance du public, pour la distribution ou autre chose, comme des arrêts pour travaux, mais qui parfois résonnent autrement dans l'esprit du citoyen. A titre d'exemple, nous citons cette note de l'ADE en début de semaine, annonçant l'arrêt momentané pour travaux, de la distribution d'eau potable (dont nous détenons une copie), adressée à la connaissance de certaines communes de la bande frontalière alors que cette région n'en connaît le goût et ne voit la couleur de l'eau que juste pendant une heure tous les vingt jours, nous dit-on parmi ces riverains. Ce qui a fait évidemment grincer les dents des habitants de Zitouna, particulièrement. Aussi, il est utile de rappeler qu'à Dréan comme à Besbes, l'eau douce est depuis de nombreux mois, mélangée à l'eau saumâtre alors qu'elle est censée être douce depuis l'acheminement de l'eau à partir du barrage de Mexa. Situation qui continue de faire les beaux jours des camions-citernes qui vendent de l'eau douce à raison 1 dinar le litre, en attendant des solutions radicales à ces problèmes qui n'ont que trop duré.

TÉBESSA

Des classes pour adultes

Les classes d'alphabétisation dans la wilaya de Tébessa accueilleront pour la nouvelle rentrée scolaire 2007/2008 un effectif global de 11.000 inscrits, entre anciens et nouveaux, selon l'antenne locale de l'Office national d'alphabétisation et de l'enseignement des adultes. Cet effectif représente seulement 5 % de la population totale alphabète que compte cette année la wilaya, soit près de 200.000 per-

sonnes. La majorité de la population analphabète, selon la même source, sont des femmes, dont la plupart sont recensées dans les zones rurales de la wilaya. L'antenne locale d'alphabétisation et de l'enseignement des adultes, a souligné par ailleurs, que l'Etat vient de consacrer 45 milliards de DA pour une meilleure prise en charge d'ici l'année 2016, de cette frange de la société.

SÉTIF

Rénovation des routes

Des actions «d'envergure» portant sur la réhabilitation des chemins communaux et de wilaya au niveau de 18 communes seront menées en 10 mois dans la wilaya de Sétif, a-t-on appris lundi auprès des services de la direction de wilaya des Travaux publics (DTP). Une enveloppe de plus de 675 millions de DA puisée du programme sectoriel complémentaire de la wilaya et des Hauts Plateaux, permettra, a-t-on ajouté, le désenclavement de quelque 245.000 habitants et favorisera la création de 200 emplois. Une opération

sera conduite en parallèle pour la remise en état de 167 km de chemins de wilaya dans la zone nord, ont ajouté les services de la DTP rappelant que près de 174 km de chemins communaux avaient été réalisés en 2006 et au début de l'année en cours pour le désenclavement de 257.000 habitants. Il a été procédé également à la réhabilitation de 64 tronçons routiers endommagés par les intempéries. Au total ce sont 2,3 milliards DA qui avaient été consacrés pour ces opérations, a-t-on précisé de même source.

ILLIZI

L'eau potable en priorité

L'alimentation en eau potable (AEP) des habitants de la wilaya d'Illizi est une des grandes priorités des programmes de développement local, indiquent mardi des responsables du secteur de l'Hydraulique selon lesquels une enveloppe globale de 861 millions de dinars a été consacrée à ce secteur. Le secteur de l'Hydraulique dans cette wilaya a ainsi bénéficié de vingt opérations au titre du programme quinquennal (2005-2009) et doté d'une enveloppe financière de 861 millions de dinars, précise-t-on. Parmi ces opérations, sept projets sont déjà achevés et treize sont en cours de réalisation. Selon les responsables locaux du secteur, la réalisation de onze projets dotés d'une enveloppe financière de 445 millions de dinars, doivent renforcer les réseaux d'AEP, d'assainissement et de traitement des eaux usées et au niveau des villes de Illizi et

Djanet. Quatre opérations devront renforcer l'AEP des zones à forte concentration d'habitants des communes de Debdeb, Bordj Omar Idriss et Aïn Amenas avec une enveloppe financière de 196 millions de dinars, a-t-on ajouté. D'autre part, deux opérations sont prévues pour protéger les villes d'Illizi et Djanet contre les inondations, notamment le renforcement des digues de protection pour un coût de 220 millions de dinars. Ces opérations permettront d'améliorer le cadre de vie des citoyens de cette région de l'extrême sud-est du pays, et de développer le secteur de l'Hydraulique notamment en matière d'amélioration de l'accès à l'eau potable, l'assainissement et la protection des villes de Illizi et Djanet contre les inondations. Toutes les opérations en cours de réalisation seront achevées avant la fin de l'année 2008, souligne-t-on de même source.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

L'animal



ble de tenter de récupérer l'âne.

Il appela tous ses voisins et leur demanda de venir l'aider. Chacun saisit une pelle et ils commencèrent à combler le puits. Au début, l'âne, réalisant ce qui se produisait, se mit à crier terriblement. Puis, à la stupefaction de tout le monde, il se tût. Quelques pelletées plus tard, poussé par la curiosité, le fermier regarda finalement dans le fond du puits et fut étonné...

A chaque pelletée de terre qui tombait sur lui, l'âne réagissait aussitôt : il se secouait pour enlever la terre de son dos et piétinait ensuite le sol sous ses sabots. Pendant que les voisins du fermier continuaient à jeter de la terre et des cailloux sur l'animal, il se secouait et montait toujours plus haut. Bientôt, tous furent stupéfaits de voir l'âne sortir.

Au fait, c'est qui l'âne ?

Arrêtons de nous « en tremanger. Tous on est dans la même galère. Depuis notre naissance, la vie va essayer de nous englober sous toutes sortes d'ordures et de décombres. Le truc pour se sortir du trou est de se secouer pour avancer ; chacun de nos ennuis est une pierre qui permet de progresser. Nous pouvons sortir des puits les plus profonds en n'arrétant jamais de nous battre. Pas contre le voisin. Cela me rappelle une légende de mon enfance.

Un jour, l'âne d'un fermier tomba dans un puits.

L'animal gémit pitoyablement pendant des heures et le fermier se demandait bien ce qu'il allait faire. Finalement, il se rappela que l'animal était vieux et que, de toute façon, le puits devait disparaître. Il en conclut donc qu'il n'était pas rentable

Un rédacteur en chef égyptien jugé pour avoir «nui à l'intérêt général»

Le rédacteur en chef du quotidien égyptien Al Doustour sera jugé le mois prochain pour avoir «nui à l'intérêt général», après avoir relayé des rumeurs sur la santé du président Hosni Moubarak, a indiqué mardi le procureur général.

Ibrahim Eissa comparaitra à partir du 1er octobre devant la justice pour avoir «publié, de mauvaise foi, des fausses informations et des rumeurs sur la maladie du président, nuisant à l'intérêt général», a affirmé le procureur dans un communiqué. Une source judiciaire avait auparavant indiqué à l'AFP que M. Eissa serait jugé pour «offense au président».

Le procureur accuse également M. Eissa d'avoir nuï à l'économie du pays, en soutenant que les rumeurs publiées auraient incité «des investisseurs étrangers à retirer leurs investissements de la Bourse pour une valeur de 350 millions de dollars».

Ibrahim Eissa avait été convoqué début septembre par la justice pour être interrogé sur la couverture par son journal de rumeurs sur la santé de M. Moubarak. Ces rumeurs, largement commentées par la presse, avaient laissé entendre que M. Moubarak avait été hospitalisé ou qu'il était mort.

Pour couper court aux spéculations, le chef de l'Etat avait fait une apparition publique surprise dans une zone industrielle près de sa résidence d'été, sur les bords de la Méditerranée.

La police déjoue un attentat à Ankara



La police turque a désamorcé en plein centre d'Ankara mardi, jour anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, une bombe de forte puissance qui aurait pu causer des dommages «catastrophiques» dans la métropole. Après près de trois heures de travail minutieux, les artificiers de la police ankariote ont pu neutraliser l'engin placée dans un minibus garé dans un parking du centre d'Ankara.

«Le travail méticuleux des forces de police a empêché une éventuelle catastrophe (...). Je ne veux même pas penser à ce qui se serait produit si l'attentat avait été mené à terme», a déclaré sur place aux journalistes le gouverneur de la capitale Kemal Onal, qui a évoqué «une grande quantité d'explosifs». Les chaînes d'information en continu NTV et CNN-Türk ont parlé de 300 kg d'explosifs mais cette information n'a pas été confirmée de source officielle.

Le parking, comprenant plusieurs niveaux, est situé dans le quartier de Kurtulus, une zone d'habitation densément peuplée et fréquentée du centre-ville d'Ankara, où sont situés de nombreux commerces.

Le gouverneur a souligné que des chiens spécialement entraînés avaient repéré les explosifs dans le véhicule apparemment volé et traqué depuis lundi soir par les forces de sécurité. Interrogé sur une possible revendication, M. Onal a indiqué que pour l'heure, il n'y en avait pas eu, sans préciser sur quelle organisation pesaient les soupçons.

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

Opération de police sur une base américaine en Allemagne



La police allemande a déclenché lundi soir une opération de grande ampleur sur l'aéroport militaire américain de Spangdahlem (ouest) après des menaces d'attentat visant les forces américaines, a annoncé mardi la police de Trèves. L'opération a été déclenchée à la suite d'un appel téléphonique anonyme reçu lundi vers 17h30 GMT à la base de Spangdahlem, a

précisé à l'AFP un porte-parole de la police, qui n'a pas exclu qu'il puisse s'agir d'une mauvaise plaisanterie. «L'interlocuteur, qui s'exprimait en allemand avec un accent pouvant être russe ou turc, a menacé d'attaquer la base de Spangdahlem avec au moins quatre complices. Lors de ce coup de téléphone, il était question de «bombes», a précisé la police dans un commu-

niqué. «Les forces armées américaines ont tout de suite informé la police, qui a immédiatement mis en place, en coopération avec les forces de sécurité américaines, des mesures de protection» de la base, ont ajouté les forces de l'ordre.

Les enquêteurs concentrent leurs efforts sur l'identification de l'auteur de l'appel anonyme, a précisé le porte-parole à l'AFP.

Annulation d'une visite en Arabie du chef de la diplomatie syrienne

Un responsable saoudien a annoncé mardi à l'AFP l'annulation de la visite que le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem devait effectuer en Arabie Saoudite, un pays en brouille avec Damas. «Une visite que devait effectuer (Walid) Mouallem a été annulée», a déclaré le responsable qui a requis l'anonymat. Il s'est refusé à préciser les raisons qui étaient à l'origine de l'annulation de cette visite, au cours de laquelle le chef de la diplomatie syrienne devait être reçu mardi par le roi Abdallah pour une première rencontre à haut niveau entre les deux pays depuis une vive brouille survenue en août.

La Syrie a démenti mardi que M. Mouallem ait projeté de se rendre en Arabie Saoudite. «Les informations répandues par des médias concernant une visite que le ministre des

Affaires étrangères Walid Mouallem effectuerait mardi en Arabie Saoudite sont fausses», a affirmé l'agence officielle Sana, sans donner d'autres précisions. En annonçant lundi à l'AFP cette visite, un responsable saoudien avait indiqué que M. Mouallem devait remettre au roi un message du président syrien Bachar Al-Assad. La brouille avait suivi des propos imputés au vice-président syrien Farouk al-Chareh le 14 août, jugeant «regrettable» que Ryad n'ait pas participé à une réunion sur la sécurité en Irak qui venait de se tenir à Damas en présence de représentants de plusieurs pays.

Le gouvernement saoudien avait réagi violemment à ces propos, affirmant que le vice-président syrien cherchait à nuire au royaume et accusant indirectement Damas de «propager le désordre dans la région».



EDITORIAL

Par M. Saâdoune

POUR LE RAMADHAN ET APRÈS

trop tard - de l'ampleur des fêlures. De cet affaissement qui mène partout ou nulle part.

Alors, même si les difficultés de la vie vous harassent, même si vous pensez, non sans raison, que le « système » est en train de rendre fou tout le monde, prenez la sage résolution d'en finir avec la démission parentale ambiante.

Essayez de voir ce qui se passe dans les têtes de vos enfants et vous y trouveriez - vous ne seriez surpris qu'à demi ! - un mélange étonnant d'appétit de vivre contrarié et - déjà ! - perturbé par des amas de bigoteries et par une religiosité aussi superficielle que méchante. Vous trouverez aussi des idées arrêtées sur le travail, sur les femmes et sur les études. Vous y trouverez cette admiration absurde de la force et de la brutalité. Grattez donc, faites connaissance avec vos enfants, la table du Ramadhan est propice à la discussion !

Demandez-vous ensuite quelle est votre part dans cet atroce « pense-bête » de l'ignorance, la part du mauvais imam du coin, de celle de l'enseignant qui parle de ces choses qui attendent dans la tombe et tout le bataclan. Vous pouvez pousser très loin les choses et remonter jusqu'au système...

Mais posez-vous des questions ! Grattez donc avant, à Dieu ne plaise, d'être ahuris. N'attendez plus même si vous êtes fatigués. Vous plongeriez sans hésitation pour sauver votre enfant d'une noyade, d'un incendie ! Dites-vous qu'il est constamment au bord de la noyade et que la fonction de secouriste vous revient à vous tout seul !

Tout le reste est secondaire, trivial même. Les prix flambent ? Achetez donc moins, n'achetez que ce dont vous avez besoin. Ne vous laissez pas aller à cette logique de ripaille qui vide le Ramadhan de son sens...

Disons-nous que chez nous, en ce Ramadhan de la miséricorde, nous avons des choses essentielles à faire. Des questions importantes à discuter. Et que c'est un programme à plein-temps qui durera pendant le Ramadhan et se poursuivra au-delà.

Mercredi 12 septembre 2007

30 chaâbane 1428

N° 3875

Les autorités bruxelloises interdisent une manifestation anti-islam

Les autorités de la ville de Bruxelles (Belgique) ont interdit mardi une manifestation anti-islam, en déployant une importante ceinture de sécurité à Shuman, quartier regroupant les institutions européennes (Commission et Parlement européens), et vers lequel les manifestants devaient se diriger, a-t-on constaté sur place.

A midi, heure locale à laquelle était prévu le regroupement des manifestants, les organisateurs, réunis dans une plate-forme intitulée «Stop à l'islamisation de l'Europe», n'avaient réussi à mobiliser qu'une poignée de personnes, qui pour la plupart brandissaient le drapeau jaune et noir de l'extrême droite de la région flamande.

La veille, les organisateurs avaient annoncé qu'ils maintenaient leur projet, faisant fi de l'interdiction prononcée par la ville de Bruxelles. Ils avaient également été déboutés par la justice belge, auprès de laquelle ils ont introduit une requête pour une annulation de cette décision.

Les autorités bruxelloises avaient annoncé, lundi, que «toute personne qui se présentera mardi pour cette manifestation, ainsi que toute personne qui manifesterait pour une autre raison ce jour-là sera dans l'illégalité». Des citoyens francophones belges, qui étaient là en observateurs, ont indiqué à l'APS qu'ils ne comprenaient pas ce genre de comportement, accusant l'extrême droite flamande de vouloir tout s'accaparer et de vouloir diviser la Belgique.